



# Assemblée générale

Soixante-cinquième session

3<sup>e</sup> séance plénière

Lundi 20 septembre 2010, à 9 heures  
New York

Documents officiels

*Coprésident* : M. Deiss ..... (Président de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session)  
*Coprésident* : M. Treki ..... (Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session)

*La séance est ouverte à 9 h 5.*

## Réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement

### Points 13 et 115 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes**

**Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire**

#### Projet de résolution (A/65/L.1)

**Le Coprésident (M. Deiss)** : Je déclare ouverte la réunion plénière de haut niveau de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, qui se tient conformément aux résolutions 63/302 du 9 juillet 2009 et 64/184 du 21 décembre 2009 et à la décision 64/555 du 15 avril 2010, au titre du point 13 de l'ordre du jour, « Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes » et du point 115 de l'ordre du jour, « Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire ».

### Déclarations des Coprésidents

**Le Coprésident (M. Deiss)** : La force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres. Cette phrase me tient à cœur, je l'ai citée déjà lors de mon discours d'acceptation (voir A/64/PV.93). Cette phrase est extraite de la Constitution de mon pays. Elle exprime par excellence le principe selon lequel la solidarité est le fondement de toute communauté. Elle reconnaît qu'il y a un devoir moral à se soucier du bien-être de l'autre. Ceci résume bien, il me semble, ce que la communauté internationale s'est engagée à faire avec les objectifs du Millénaire pour le développement.

En 2000, lors du Sommet du Millénaire, nous avons adopté le programme le plus ambitieux jamais lancé pour lutter contre la pauvreté. Nous avons exprimé là que tous les peuples des Nations Unies forment une seule communauté et qu'il n'y a pas de droit à l'indifférence devant la misère et la souffrance de l'autre. Avec les objectifs du Millénaire pour le développement, l'Assemblée générale a fait naître de grands espoirs pour des millions d'hommes et de femmes, et nous devons maintenant répondre à leurs attentes.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, nous devons le faire. Nous voulons le faire et nous pouvons le faire.

Au-delà de l'action des gouvernements, un grand élan a aussi surgi dans une dimension jamais connue du côté de la société civile ainsi que des milieux économiques. Je tiens à le souligner, ceci est remarquable et il importe de continuer à travailler ensemble. Mais aujourd'hui, j'appelle d'abord chacun de vous – en tant qu'individus, en tant que chefs d'État ou de gouvernement et en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies – à réitérer l'engagement pris lors du Sommet du Millénaire et à proclamer que nous voulons créer aujourd'hui les conditions nécessaires pour faire aboutir les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

Huit objectifs, 15 ans pour les réaliser : un grand mérite des objectifs du Millénaire pour le développement est d'avoir établi un programme clair avec des valeurs cibles et une date butoir. Où en sommes-nous après 10 ans d'efforts alors que le monde se relève de la crise économique et financière?

Les excellents rapports du Secrétaire général et la documentation des différentes entités onusiennes nous le montrent : le bilan est mitigé. Les progrès sont bien réels sur certains plans. Par exemple, globalement, la pauvreté a reculé. Mais il y a des régions comme l'Afrique sub-saharienne, où nous sommes en retard. Il y a également des domaines – la lutte contre la faim, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle, en particulier – où nous sommes en retard. Des efforts supplémentaires sont donc nécessaires.

La crise économique et financière a en outre fragilisé les acquis, mais les décennies de forte croissance qui l'ont précédée ont révélé le fort potentiel de l'économie mondiale. Il faut être confiant. Nous avons le savoir-faire et les moyens de réussir. Nous pouvons le faire. Mais pour cela, il faut l'engagement des donateurs et il faut l'engagement des bénéficiaires dans le sens d'un authentique partenariat. Ce partenariat doit s'étendre à la société civile et au secteur privé. Si nous voulons réussir, nous devons le faire ensemble.

Ce sommet s'ouvre sous d'excellents auspices. Le document que nous allons adopter est basé sur un large consensus. Je remercie toutes et tous qui ont dépassé les intérêts purement nationaux et négocié pour l'obtention d'un résultat solide, bénéficiant d'un

fort soutien. Ce document nous donne une base pour orienter notre action jusqu'en 2015. Je vous invite à un débat serein et constructif pendant les deux jours à venir. Je souhaite qu'à l'issue de ce sommet, nous ayons donné à la communauté internationale un message fort quant à notre volonté de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous devons, nous voulons et nous pouvons le faire. Nous n'avons pas le droit d'échouer. Le monde nous regarde et nous ne devons pas le décevoir.

Je donne à présent la parole à S. E. M. Ali Abdussalam Treki, Président l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session et Coprésident de la Réunion plénière de haut niveau.

**Le Coprésident (M. Treki) (parle en arabe) :** Je tiens à vous souhaiter à tous la bienvenue et à vous remercier d'être venus. La présence aujourd'hui de tant de dirigeants au plus haut niveau envoie au monde un message fort, unifié et sans équivoque : la pauvreté, la faim et l'inégalité sont inacceptables et nous sommes déterminés à réparer cette injustice.

En 2000, nous nous sommes engagés à mettre en œuvre un ensemble de priorités assorties d'objectifs clairs et d'un délai, 2015, pour réaliser tous les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). À cinq années à peine de cette échéance, des progrès importants ont été réalisés. Davantage d'enfants vont à l'école aujourd'hui que par le passé. Les plus pauvres et les plus vulnérables ont un meilleur accès aux soins de santé, et des progrès importants ont été faits au niveau du traitement et de la prévention du VIH/sida, du paludisme et d'autres maladies. Mais il est également évident qu'il reste encore beaucoup à faire. Certains objectifs, en particulier pour ce qui est de l'égalité des sexes et de la mortalité maternelle, ne seront pas réalisés sans des interventions plus marquées. Près d'un milliard de personnes souffrent toujours de la faim et de la malnutrition. La viabilité du point de vue écologique reste très difficile à assurer, et un partenariat mondial n'a pas encore été pleinement mis en place.

Je suis particulièrement fier de pouvoir dire que, lors des préparatifs du sommet ces derniers mois, nous avons dégagé un consensus international solide sur la réalisation intégrale et à temps des objectifs du Millénaire pour le développement. Des heures et des mois de négociations ont été nécessaires pour obtenir ce consensus. L'intensité des discussions montre bien l'importance que les pays accordent aux OMD. Nous

sommes parfois en désaccord et nous avons des opinions divergentes sur la meilleure façon de réaliser les objectifs, mais nous convenons tous qu'il est important de ne pas abandonner les pauvres.

Le dialogue, la consultation et la coopération avec tous les partenaires dans un esprit d'ouverture, de transparence et d'inclusion et dans le plein respect des pays, petits et grands, sont les piliers de l'Assemblée générale. J'ai placé le respect de ces principes au cœur de ma présidence pendant laquelle nous avons pu conclure cet accord et dégager un consensus sur la cohérence à l'échelle du système, notamment en créant l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme et en revitalisant l'Assemblée générale. Ces résultats montrent que l'ONU continue de jouer un rôle important et central dans la promotion d'un meilleur niveau de vie, du plein emploi et de conditions nécessaires pour le progrès et le développement économiques et sociaux, comme cela avait été énoncé à l'origine dans la Charte des Nations Unies.

Mais nous devons être honnêtes et reconnaître que nos discours et les accords auxquels nous parviendrons dans les jours à venir ne seront que des paroles creuses si les pauvres qui vivent dans les pays et les communautés les plus pauvres ne voient pas leurs conditions de vie s'améliorer. Pour ce faire, bonne volonté et promesses ne suffiront pas; il faudra élaborer de bonnes politiques, les mettre en œuvre sans relâche et, évidemment, disposer de ressources financières nécessaires pour améliorer les conditions de centaines de millions de personnes en leur fournissant un meilleur accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau potable et à l'assainissement, en autonomisant les femmes et les filles et en mettant en place des programmes pour préserver et protéger l'environnement. Des centaines de milliards de dollars seront nécessaires.

Mais depuis le début de l'aide au développement en provenance de l'étranger et l'augmentation des donations privées, des milliards de dollars ont été alloués au développement et aux pays en développement. En dépit des répercussions de la crise financière et économique, les montants de l'aide atteignent toujours quelque 120 milliards par an. Pourquoi alors les défis qui se posent à nous restent-ils si énormes?

Manifestement, le problème de la mauvaise utilisation des ressources se pose encore, et nous ne

devons pas l'ignorer. Tout comme nous ne devons pas oublier que le montant des capitaux qui sortent illégalement des pays en développement dépasse de loin les niveaux de l'aide publique au développement qui leur parvient. De même, la qualité et l'efficacité de l'aide et la façon dont l'aide est décaissée sont loin d'être optimales. Il a été démontré qu'en l'absence de gouvernance et d'une bonne politique de prise de décisions, on ne peut atteindre des résultats favorables au bien-être des populations. Mais des améliorations dans la gouvernance et dans la prise de décisions dépendent également de l'appropriation nationale et des attributions des pays qui doivent être renforcées, et non pas minées, par les efforts internationaux.

Les OMD constituent certes un cadre ambitieux, mais ils ne représentent qu'une partie des conditions requises pour réaliser le changement. L'aide au développement ne peut accomplir plus qu'elle n'a déjà fait, et c'est l'investissement financier étranger et national, la croissance équitable et favorable aux pauvres et la création intensive d'emplois qui sont les fondements de la transformation des pays en développement en économies autosuffisantes qui soient pleinement intégrées dans le système économique mondial et qui en tirent des dividendes. Voilà pourquoi le succès de nos efforts dépend de l'établissement d'un partenariat mondial vigoureux et équitable.

Une fois de plus, je tiens à souhaiter la bienvenue aux participants et à les remercier de leur présence. Je souhaite plein succès à tous. Rappelons nous qu'en 2015, même après que tous les objectifs auront été atteints, il y aura encore de la pauvreté, il y aura encore de la faim et il y aura encore des centaines de millions de gens vivant des conditions insupportables. Consacrons alors l'énergie, la bonne volonté et la détermination visibles ici pour faire en sorte que la lutte contre la pauvreté ne faiblisse pas, et qu'elle puisse se poursuivre jusqu'à la réalisation de l'objectif ultime, qui est de bâtir un monde meilleur.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU.

**Le Secrétaire général :** Je vous souhaite à tous la bienvenue au sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Je remercie les dirigeants du monde d'être venus en si grand nombre. Nous sommes ici parce que lutter pour un monde plus prospère, plus stable et plus équitable est au cœur même de la mission de l'ONU. Nous sommes ici parce qu'il y a 10 ans, réunis en ce lieu au plus haut niveau, la communauté

internationale a promis de n'épargner aucun effort pour libérer du besoin l'humanité tout entière.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Les huit objectifs du Millénaire pour le développement représentent un progrès décisif. Ensemble, nous avons établi un plan pour l'élimination de la misère. Nous avons fixé des cibles et des échéances réalistes. Nous avons défini un cadre que tous les partenaires, même s'ils n'avaient pas les mêmes vues, ont été en mesure d'accepter. Nous avons imprimé un nouveau caractère d'urgence à une mission déjà ancienne. Et nous avons obtenu de vrais résultats : une nouvelle façon de voir les choses et des partenariats inédits entre le secteur public et le secteur privé, une augmentation spectaculaire du nombre d'enfants scolarisés, l'accès d'un plus grand nombre à l'eau potable, une lutte plus efficace contre la maladie, et la diffusion des technologies, mobiles ou vertes. Les succès en matière de développement sont plus nombreux que jamais. Il est indéniable que les objectifs du Millénaire pour le développement ont eu un effet transformateur. Nous pouvons en être fiers.

Mais nous devons protéger ces acquis, dont beaucoup sont encore fragiles. L'heure tourne et il reste encore beaucoup à faire. Beaucoup à faire pour la mère qui voit ses enfants se coucher affamés, scandale qui se répète un milliard de fois tous les soirs. Beaucoup à faire pour la petite fille qui avance péniblement avec son fardeau de bois ou d'eau, alors qu'elle devrait être à l'école. Beaucoup à faire pour le travailleur qui vit loin de chez lui, dans un bidonville urbain, et qui voit les emplois et la possibilité d'envoyer de l'argent aux siens disparaître au fil de la récession mondiale.

Nous savons tous où nous en sommes, ce qu'il en est des lacunes, des avancées, des méthodes qui donnent des résultats et de celles qui ne donnent rien. Les rapports dont l'Assemblée est saisie regorgent de statistiques, d'analyses et de recommandations, de tout ce dont nous avons besoin pour adopter des politiques et des programmes efficaces.

Nous avons mené les participants jusqu'au fleuve. Que leur demandons-nous aujourd'hui? De rester fidèles. Fidèles à notre identité de communauté internationale fondée sur la solidarité. Fidèles à l'engagement que nous avons pris de mettre fin aux conditions déshumanisantes qui vont de pair avec l'extrême pauvreté. Pour cela, il faut des investissements réfléchis dans l'infrastructure, les petites exploitations agricoles, les services sociaux – et

surtout dans les femmes et les filles. Mercredi, je lancerai une stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants, qui est notre meilleure chance d'obtenir des effets multiplicateurs pour tous les objectifs sans exception.

Rester fidèles, c'est soutenir les êtres vulnérables malgré la crise économique. Ce n'est pas sur le dos des pauvres qu'il faut équilibrer les budgets. Nous ne devons pas réduire l'aide publique au développement, des milliards qui maintiennent en vie des milliards d'êtres humains.

La fidélité passe aussi par un commerce véritablement équitable et des initiatives sur les changements climatiques. Remettre la prise de décisions difficiles à de futures conférences sur le climat, et aux générations futures, ne fait qu'accroître les coûts. Nous devons mettre le cap sur des pratiques viables.

La fidélité passe encore par la lutte contre l'inégalité, entre les pays et au sein des pays. Même dans les pays qui ont enregistré des progrès impressionnants, l'inégalité érode la cohésion sociale. Et elle passe par l'abandon des idées reçues. La reprise après la crise économique ne doit pas entraîner un retour aux manières de faire erronées et injustes qui nous ont menés à la crise.

*(l'orateur reprend en français)*

Malgré les obstacles, malgré le scepticisme, malgré l'échéance de 2015, si proche, les objectifs du Millénaire pour le développement sont réalisables.

Cette année, je me suis rendu dans une douzaine de pays d'Afrique et j'ai vu de mes yeux ce qu'il est possible de faire. Au village du Millénaire de Mwandama, au Malawi, et dans la communauté songhaï, au Bénin, j'ai vu des innovations, des projets intégrés et beaucoup de persévérance. Nous devons récompenser une telle foi en étant nous-mêmes fermement déterminés, en utilisant les outils que nous avons à notre disposition, en dégagant les ressources nécessaires et, surtout, en prenant des initiatives politiques. Je vous engage vivement à faire des objectifs du Millénaire vos propres objectifs.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Comme le dit notre citoyen ambassadeur nigérian dans le court document vidéo qui était présenté alors que nous prenions place, « C'est vous que nous attendons, dirigeants du monde ». Et comme le dit

Mingas, du Mozambique, dans la chanson des objectifs du Millénaire pour le développement, « Huit objectifs pour l'Afrique », « le pouvoir, nous l'avons, au moment même où nous chantons ».

Nul d'entre nous ne peut se sentir véritablement épanoui quand tant d'êtres humains n'ont pas le minimum indispensable à une vie de dignité. Nul d'entre nous ne peut se laisser aller sachant que la peur et le désespoir sont le lot de tant de membres de la grande famille humaine. Investissons donc dans un avenir meilleur pour tous. Il n'y a pas de projet mondial plus valable que celui-là. Diffusons un vigoureux message d'espoir, d'espoir fondamental. Tenons les promesses que nous avons faites.

**Le Coprésident (M. Deiss)** : Je remercie le Secrétaire général de son intervention. À titre personnel, je le remercie aussi d'avoir utilisé pour certaines parties de son intervention l'une de mes langues nationales, le français.

Avant de poursuivre, j'aimerais rappeler aux membres que la table ronde n° 1, dont le thème est « Affronter les questions de la pauvreté, de la faim et de l'égalité des sexes », se tiendra à 10 heures dans la salle de conférence 4 du bâtiment de la pelouse nord.

Conformément à la résolution 64/184 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2009, je donne maintenant la parole à S. E. M. Hamidon Ali, Président du Conseil économique et social.

**M. Ali** (Président du Conseil économique et social) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur et un privilège de prendre la parole à la présente Réunion plénière de haut niveau en qualité de soixante-sixième Président du Conseil économique et social.

Je tiens tout d'abord à souligner le rôle essentiel du Conseil économique et social pour faire avancer le développement, un rôle inscrit dans la Charte et que les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé lors du Sommet mondial de 2005. Ce sommet a également reconnu que le Conseil devait assumer un rôle plus important et plus décisif dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En conséquence, deux nouvelles fonctions ont été créées au sein du Conseil : le Forum de haut niveau pour la coopération en matière de développement, afin d'examiner les tendances de la coopération internationale en matière de développement, et l'examen ministériel annuel pour évaluer les progrès accomplis et assurer le suivi des textes des grandes

conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies.

Je suis ravi d'annoncer que le Conseil économique et social a pleinement rempli ses nouvelles fonctions. Notamment, par le biais de l'examen ministériel annuel lancé en 2007, le Conseil suit activement les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Grâce à ses examens thématiques, l'examen ministériel annuel aborde tous les OMD. Je me félicite surtout de ce que la contribution apportée par le Conseil, en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, pour faire de 2010 une année décisive pour les femmes, a été particulièrement remarquable.

Les exposés nationaux volontaires sont un élément crucial de l'examen ministériel annuel. C'est grâce à eux que le Conseil offre aux pays des occasions d'échanger sur les mesures prises au plan national pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Je suis très encouragé par le fait que le nombre de pays se portant volontaires pour des exposés nationaux est resté élevé, avec un total de 34 pays jusqu'à présent. Lors du débat de haut niveau du Conseil, en juillet, 13 pays – un record – ont dans leurs exposés fait part de leurs expériences nationales. Treize pays se sont portés volontaires pour faire un exposé en 2011. J'estime que l'examen ministériel annuel s'est révélé être une nouvelle fonction très utile pour le Conseil. Il serait donc très pertinent de renforcer son rôle dans le suivi de ce sommet jusqu'en 2015.

Un domaine qu'il convient de consolider à l'avenir concerne le rôle accru du Conseil dans le suivi des engagements pris par les pays développés et en développement et leur responsabilité effective. J'espère que ce rôle deviendra la pierre angulaire du Conseil dans les années à venir.

La deuxième session du Forum pour la coopération en matière de développement s'est tenue cette année dans un climat économique et financier difficile et complexe. Le Forum a donné lieu à des discussions novatrices et enregistré une participation sans précédent de groupes de parties prenantes. Je pense que le Forum a réussi à s'imposer comme une des instances principales de dialogue mondial et d'examen politique concernant l'efficacité et la cohérence de la coopération internationale en matière de développement.

Le Forum par la coopération en matière de développement me semble désormais bien placé pour

jouer un rôle accru dans le suivi de ce sommet jusqu'à l'échéance de 2015. Dans le courant de cet automne, lorsque l'Assemblée générale examinera sa résolution sur le renforcement du Conseil économique et social, je préconiserai vivement que l'Assemblée générale envisage d'approfondir le rôle du Forum. Cela pourrait se faire en réunissant le Forum chaque année plutôt que tous les deux ans, et en élaborant un rapport et un mécanisme de suivi plus vigoureux que l'actuel compte rendu présidentiel.

Outre cette nouvelle fonction, le Conseil économique et social continue d'aborder d'autres secteurs importants du développement, comme la coordination de l'action de développement et des activités opérationnelles du système des Nations Unies, les opérations humanitaires et la mise en place d'une interaction et de liens institutionnels avec la Commission de consolidation de la paix, notamment pour étudier les moyens d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays qui relèvent d'un conflit.

Je tiens également à exprimer ma solidarité personnelle et celle du Conseil avec le peuple haïtien à la suite du terrible tremblement de terre survenu en janvier 2010. Le Conseil continuera de s'attaquer aux problèmes particuliers qu'Haïti rencontre pendant sa transition du rétablissement vers le développement.

Pour terminer, je me permets de souligner que le Conseil économique et social considère sa composition multipartite comme un atout exceptionnel. J'ai pu constater en personne la valeur et l'importance de la contribution des organisations de la société civile aux travaux du Conseil. Il est impératif, à mon sens, d'augmenter cette contribution, en même temps que celle du secteur privé, des milieux universitaires et d'autres partenaires importants. Je voudrais, à cet égard et en toute humilité, exhorter cet organe à continuer de renforcer le mandat du Conseil pour qu'il puisse assurer le suivi du sommet et au-delà.

**Le Coprésident (M. Treki)** (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 64/184, je donne maintenant la parole à M. Robert Zoellick, Président de la Banque mondiale.

**M. Zoellick** (Banque mondiale) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Assemblée générale de me donner l'occasion de me joindre aux participants ce matin pour faire le bilan des progrès que nous avons accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) depuis 2000,

et pour intensifier nos efforts collectifs en vue d'atteindre ces objectifs d'ici à 2015.

Les objectifs du Millénaire pour le développement sont au cœur de la mission de la Banque mondiale et de nos activités quotidiennes. Nous coopérerons avec nos 187 membres partout dans le monde, l'ONU, la société civile et le secteur privé pour tenir la promesse du Millénaire : un monde qui triomphe de la pauvreté et de la faim, renforce la santé et l'éducation, crée des emplois bien rémunérés et rétablit un environnement plus propre – un monde où tous les citoyens ont des perspectives et un espoir.

Nous avons vu que les succès sont possibles. En 1981, 52 % des habitants des pays en développement vivaient dans une pauvreté extrême; en 2005, cette proportion avait été plus que divisée par deux. Jusqu'à la crise, les efforts déployés par les pays en développement donnaient des résultats, et la pauvreté a baissé rapidement en Asie de l'Est, en Amérique latine et en Europe centrale et orientale.

Toutefois, les succès ont été inégaux et, depuis 2008, le triple choc des crises alimentaire, énergétique et financière a ralenti et même annulé les progrès en direction de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans un grand nombre de pays du monde. La Banque mondiale estime qu'en 2010, 64 millions de personnes supplémentaires vivent dans le dénuement le plus complet, et quelque 40 millions de personnes de plus n'ont pas mangé à leur faim l'année dernière à cause des crises alimentaire, énergétique et financière. D'ici à 2015, 1,2 million d'enfants âgés de moins de 5 ans pourraient encore mourir; 350 000 écoliers pourraient venir s'ajouter à ceux qui ne peuvent pas achever le cycle primaire; et environ 100 millions de personnes pourraient venir grossir les rangs de ceux qui continuent de ne pas avoir accès à une eau salubre.

Ce ne sont pas des défis auxquels nous sommes confrontés pendant un sommet d'une semaine, mais des défis quotidiens : chaque jour, une mère se prive de manger pour son enfant; chaque jour, une fille est retirée de l'école au profit de son frère; chaque jour, une grand-mère se charge de son petit-fils ou de sa petite-fille atteints du VIH/sida parce que, tout simplement, elle est la seule personne qui reste de la famille. Et ce sont des problèmes que ne connaissent pas seulement les mères et les pères, les grands-parents et les petits-enfants des pays les plus pauvres : 70 %

des pauvres du monde vivent dans des pays à revenu intermédiaire.

Ces 10 dernières années, le Groupe de la Banque mondiale a investi 33 milliards de dollars dans les domaines de la santé et de la nutrition dans les pays en développement. Nous nous engageons à mobiliser de nouveaux investissements substantiels dans toute une gamme de secteurs afin d'aider les pays à combler leurs lacunes et à réaliser les objectifs. Nous concentrons nos efforts sur le « programme d'accès », visant à faire bénéficier les populations des services de base – soins de santé, enseignement de qualité, eau potable, énergie, alimentation et emploi – en analysant non seulement les statistiques mais aussi la qualité des services.

Dans le secteur de la santé, nous accroissons la portée de notre programme axé sur les résultats en mobilisant plus de 600 millions de dollars de ressources supplémentaires jusqu'en 2015 afin que les populations puissent en ressentir concrètement les bienfaits avant que les fonds ne s'épuisent. Nous nous concentrons sur 35 pays – pour la plupart en Asie de l'Est, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne – qui servent à réaliser les OMD en raison de problèmes tels que le niveau élevé de fécondité, la mauvaise nutrition infantile et maternelle et une forte incidence des maladies infantiles et maternelles.

Dans le secteur de l'éducation, pour aider les pays à réaliser leur objectif, la Banque mondiale s'est engagée à augmenter de 750 millions de dollars son aide aux services d'éducation de base sous forme de prêts sans intérêts. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les pays, en particulier en Afrique subsaharienne, qui ne sont pas bien engagés pour atteindre l'objectif relatif à l'éducation à l'horizon 2015.

Nous accroissons également notre appui dans les domaines des infrastructures, avec une multiplication par quatre de nos prêts, depuis 2000, et de l'agriculture, qui joue un rôle central dans l'amélioration des revenus, de l'emploi et de la sécurité alimentaire dans nombre de pays à faible revenu.

Nous nous efforçons avec nos partenaires d'obtenir des résultats mesurables sur l'ensemble du programme de développement. Nous devons relier entre eux les divers objectifs du Millénaire pour le développement. Il ne suffit pas de construire des dispensaires si les mères ne peuvent y accéder faute de routes. Il ne suffit pas de former des enseignants et de

distribuer des manuels scolaires si les enfants ont du mal à faire leurs devoirs le soir dans l'obscurité. Les gens ne vivent pas leur vie dans les secteurs confortablement compartimentés de la santé, de l'éducation ou des infrastructures; les gens vivent en famille, dans des villages, des communautés et des pays, où convergent tous les aspects de la vie quotidienne. Nous devons relier tous ces pointillés.

C'est précisément ce que fait l'Association internationale de développement (IDA), l'institution du Groupe de la Banque mondiale spécialisée dans les prêts aux pays les plus pauvres. Au cours des 10 dernières années, l'IDA a accru le volume de ses financements sous forme de dons et de prêts sans intérêts aux pays en développement pour le faire passer de 4,4 milliards de dollars en 2000 à 14,5 milliards de dollars cette année. Depuis 2000, les fonds de l'IDA ont contribué à sauver 13 millions de vies et à vacciner 311 millions d'enfants. Ils ont permis à 177 millions de personnes d'accéder à l'eau potable et à des services d'assainissement, permis aussi à plus de 47 millions d'autres de bénéficier de services de santé, à 99 millions d'enfants de recevoir des suppléments nutritionnels et à 13 millions de filles de recevoir une éducation.

L'IDA est bien souvent la pierre angulaire sur laquelle reposent l'aide émanant des pays et la coordination des activités des donateurs. L'IDA a besoin de reconstituer ses ressources cette année. Je demande donc aux États Membres de l'ONU de nous aider afin que nous puissions nous-mêmes aider les plus vulnérables.

Le monde a beaucoup changé depuis la réunion que nous avons tenue en 2000 pour lancer l'initiative relative à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Aujourd'hui, ce sont les pays émergents qui aident l'économie mondiale à sortir de la récession. Aujourd'hui, certains pays en développement se muent en puissances économiques, et d'autres sont en passe de devenir de nouveaux pôles de croissance, mais d'autres peinent à tirer pleinement parti de leur potentiel au sein du nouveau système, où le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest ont cessé d'être l'expression d'un destin économique pour ne plus être que les points cardinaux sur une boussole.

Je crois en l'Afrique. Je pense qu'elle peut devenir un pôle de croissance mondial. Avant la crise, les pays africains ont connu une décennie de croissance avec des chiffres de croissance annuelle de 5 %; ces

chiffres ont atteint plus de 6 % pendant les trois dernières années. La pauvreté régressait à raison de 1 % par an environ, soit plus rapidement qu'en Inde. Avant la crise, les taux d'inscription dans le primaire augmentaient plus vite que sur tout autre continent. Et en l'espace de quatre ans seulement, les taux de mortalité infantile ont chuté de 25 % dans 13 pays.

Certes, il y a un revers à cette histoire : les quelque 400 millions d'Africains qui n'ont que 1,25 dollar pour vivre par jour et le déficit cruel d'infrastructures, qui ne permet qu'à une personne sur quatre d'être raccordée à un réseau électrique et à moins encore d'avoir accès à une eau salubre et aux services d'assainissement.

Toutefois, je crois qu'avec de bonnes politiques et une bonne gouvernance, moyennant une aide sur le plan des infrastructures et de la formation professionnelle, l'Afrique peut attirer les investissements qu'elle voudra. Nous l'avons vu dans le secteur des télécommunications, où plus de 56 milliards de dollars ont été investis par le secteur privé dans la téléphonie mobile sur le continent africain, faisant passer le nombre d'abonnés de 4 à 400 millions. Nous l'avons vu dans le secteur du tourisme, en Afrique subsaharienne, où les recettes du tourisme international ont été multipliées par trois. Nous l'avons vu lorsque de nouveaux investisseurs d'autres pays en développement ont investi dans le secteur manufacturier et dans les infrastructures du continent. Et cela peut n'être qu'un début.

Alors que, cette semaine nous faisons le bilan à l'ONU des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au cours de la dernière décennie, nous devons également examiner ce que cachent les chiffres et regarder au-delà des statistiques afin de tirer les enseignements qui s'imposent. Nous devons investir dans ce qui fonctionne et réparer ou délaisser ce qui ne fonctionne pas. Nous devons travailler avec les pays en développement en les considérant comme des clients et non pas comme des modèles de développement issus d'un manuel. Nous devons les aider à régler leurs problèmes et non pas tester des théories. Ce faisant, nous devons également nous souvenir que ce travail vise à terme à autonomiser les populations, les familles et les communautés. La semaine dernière, j'ai parcouru à pied un village pauvre dans une zone montagneuse de la province de Guizhou, en Chine. Ce village ressemblait à beaucoup de ceux que j'ai vus en Afrique, en Amérique centrale ou en Inde. Les

agriculteurs s'en sortaient pourtant mieux. Le Gouvernement chinois et la Banque leur ont offert une aide modeste pour construire des citernes d'eau et des routes d'accès et pour cultiver en terrasses. Et les villageois ont fait le reste – ils ont accru les récoltes, élevé davantage de porcs et de bétail. Ils ne voulaient pas d'un projet. Ils ne demandaient pas la charité. Ils voulaient simplement avoir une chance.

Quand je regarde dans la salle de l'Assemblée, j'imagine donc les visages de certains de ces villageois astucieux et habiles parmi les participants. Ils savent ce qu'ils peuvent faire; ils veulent savoir ce que fera l'Assemblée générale. Donnez-leur cette chance.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Conformément à la résolution 64/184 de l'Assemblée générale, je donne maintenant la parole à M. Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du Fonds monétaire international.

**M. Strauss-Kahn** (Fonds monétaire international) (*parle en anglais*) : Comme tous les autres orateurs, je prends aujourd'hui la parole avec un sentiment d'urgence. Avant la crise, nous avons constaté dans les pays en développement une forte croissance et une certaine stabilité macroéconomique, qui étaient principalement le fruit des bonnes politiques nationales, mais qui s'appuyaient également sur des conditions internationales favorables. Cela s'est traduit par l'amélioration des indicateurs sociaux et la chute des taux de pauvreté et nous a donné des raisons d'espérer. Toutefois, à cause des crises – non seulement la crise financière, mais également la crise énergétique et la crise des prix des produits alimentaires – nous avons perdu des années de progrès et notre train a déraillé.

En conséquence, environ 70 millions de personnes en moins échapperont aux griffes de la pauvreté d'ici à 2020. Des millions de personnes supplémentaires subiront les conséquences du chômage ou du sous-emploi. Nous devons redoubler d'efforts face à cette immense souffrance humaine; nous devons nous employer à retrouver au plus vite la dynamique d'avant la crise. Dans cette optique, tout repose sur le rétablissement d'une croissance mondiale équilibrée et durable. J'insiste sur ce point, et ce sera probablement mon message principal ce matin. Sans la croissance – une croissance mondiale durable – tous les autres efforts déployés pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) seront vains. Nous nagerons sur place contre un courant puissant.

Pour reprendre l'ascendant, nous devons compter sur un sentiment de responsabilité partagée entre les différents acteurs – les pays en développement eux-mêmes, les pays développés et, dans une certaine mesure, les institutions financières internationales. Les pays développés et les principales économies de marché émergentes doivent avant tout s'efforcer de favoriser une reprise mondiale durable et de faire repartir le moteur de la croissance. L'analyse du Fonds monétaire international (FMI), que nous avons préparée à l'intention du Groupe des Vingt (G-20) et qui sera présentée à la réunion de Séoul dans environ deux mois, montre que l'action concertée peut donner d'excellents résultats. Au cours des cinq prochaines années, le taux de croissance pourrait augmenter de 2,5 points supplémentaires, ce qui permettrait de créer 30 millions d'emplois et de sortir 33 millions de personnes de la pauvreté. Cette idée d'action concertée n'est pas un simple mantra; elle est véritable, elle est essentielle. Elle influe sur la vie des personnes.

Bien sûr, les pays développés doivent également aider les pays en développement par d'autres moyens, notamment en tenant les promesses d'aide faites à Gleneagles, mais également par l'ouverture de leurs marchés, qui est l'un des meilleurs moyens d'aider les pays à faible revenu. Pourquoi? Parce que les exportations ont la capacité de déclencher une vague de productivité et de croissance dans les pays en développement.

Les pays en développement doivent également s'aider eux-mêmes, ce qui signifie qu'ils doivent s'inspirer de leurs réussites passées. Les mesures de protection prises en temps voulu se sont avérées très utiles pendant la crise, créant une marge – en particulier fiscale et monétaire – qui a permis d'appuyer leurs économies et d'aider les plus vulnérables. Les pays en développement doivent donc être capables de reconstruire leurs protections, y compris en mobilisant les recettes fiscales intérieures. Cela créera des possibilités d'investissement dans les infrastructures et de renforcement des filets de protection sociale.

Mais bien évidemment, les institutions financières internationales doivent également jouer leur rôle. Pendant la crise, le FMI a rapidement augmenté son appui aux pays à faible revenu. Nous avons quadruplé – multiplié par quatre – nos prêts. Nous avons créé une initiative qui n'avait jamais existé auparavant – les prêts à taux zéro aux pays en développement. Nous avons également rationalisé la

conditionnalité – cette fameuse conditionnalité du FMI qui est censée être tellement préjudiciable aux pays. Nous l'avons changée et avons mis l'accent sur ce dont les pays avaient absolument besoin pour surmonter la crise, et les conditions dont nous avons assorti les différents prêts que nous avons accordés ont été divisées par quatre ou cinq. Nous avons donc accompli notre devoir, même s'il reste encore beaucoup à faire.

Je vais en quelques mots tirer une sorte de conclusion. L'ONU et le FMI ont en commun leur naissance et leur objectif. Ils ont tous les deux été créés au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale après qu'un conflit économique se soit transformé en un véritable conflit, faisant des millions de morts et laissant un monde en ruines. Les dirigeants de l'après-guerre ont alors promis de ne jamais répéter les erreurs du passé.

Le mandat du FMI – celui que nous connaissons tous – commence certes par la stabilité économique, mais son objectif final est beaucoup plus important : un monde prospère et plus pacifique. Le FMI et l'ONU ne pourront s'acquitter de leurs mandats tant qu'un si grand nombre de nos concitoyens du monde seront marginalisés, sans accès aux services de base, et qu'ils n'auront pas la possibilité de gagner correctement leur vie en effectuant un travail décent. Aujourd'hui, nous avons donc l'occasion de prendre un nouveau départ. Tâchons de tenir la promesse faite après la guerre. Œuvrons au bien commun de l'humanité et rêvons à un monde exempt de pauvreté et de conflits.

**Le Coprésident (M. Treki) (*parle en anglais*) :** Conformément à la résolution 64/184 de l'Assemblée générale, je donne maintenant la parole au Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

**M. Lamy** (Organisation mondiale du commerce) : Un proverbe bien connu dit que vouloir c'est pouvoir. C'est cette volonté qui, il y a 10 ans, a uni les dirigeants politiques du monde entier dans leur engagement : mettre fin pour toujours à la pauvreté. Alors que nous sortons peut-être d'une crise économique sans précédent dans son ampleur comme dans sa globalité, le moment est donc propice pour poser la question : en quoi l'échange commercial international et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont-ils contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire, et plus particulièrement pour l'objectif 8, qui est de mettre en place un partenariat mondial pour le développement?

Comme l'indique cet objectif 8, un « système commercial ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire » peut être un puissant moteur de croissance économique et de développement. La mission première de l'Organisation mondiale du commerce est de réguler l'échange commercial international, de réduire les obstacles au commerce et d'assurer des conditions égales à tous ses membres, qu'ils soient grands ou petits, riches ou pauvres. Elle s'inscrit parfaitement dans le cadre de cet objectif. Elle vise à assurer un environnement commercial international favorable, un environnement commercial « prodéveloppement ».

Les avantages de l'ouverture des échanges sont bien connus et se manifestent dans la structure de la croissance des pays qui ont ouvert leurs frontières à l'échange, et davantage encore s'ils ont accompagné cette ouverture par des politiques internes adéquates en matière d'investissements, de formation et de protection sociale. Je ne donnerai que deux exemples de résultats.

D'abord, le fait que les régions où les progrès d'éradication de la pauvreté ont été les plus marqués sont celles qui échangent le plus. Il existe une corrélation entre l'intégration dans le système commercial multilatéral et la croissance économique et, comme nous le savons, entre la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Ensuite, et dans une actualité plus immédiate, le fait que le système commercial multilatéral a servi de rempart contre les pires instincts protectionnistes durant la crise. Le système de surveillance que nous avons mis en place a contribué jusqu'à présent à éviter un recours généralisé à des mesures commerciales restrictives qui auraient pénalisé d'abord les pays les plus pauvres. Et c'est parce que le commerce international est resté ouvert qu'il joue aujourd'hui un rôle moteur dans la reprise.

D'après nos estimations les plus récentes – et j'en ai réservé la primeur à l'Assemblée ce matin – le volume des échanges devrait enregistrer cette année une hausse de 13,5 %, soit bien davantage que nos estimations précédentes, dont 11 % pour les pays développés et 17 % pour les pays en développement. Ces chiffres – les plus récents – démontrent que les disciplines de l'OMC ont donné aux pays les plus pauvres les moyens de sortir plus rapidement de la récession.

Cependant, aussi positive qu'ait été la contribution du système commercial multilatéral à la réduction de la pauvreté, nous pouvons et nous devons mieux faire. D'abord dans le domaine de la régulation, en œuvrant à une conclusion rapide du Cycle de négociations de Doha pour le développement. Conclure le Cycle de Doha, c'est créer de nouvelles possibilités de croissance mais c'est aussi renforcer un partenariat mondial pour mettre l'ouverture commerciale davantage encore au service du développement.

À l'heure où nous préparons la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, nous devons tenir nos promesses, par exemple en fournissant aux pays les moins avancés un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent ou en traitant enfin la question des subventions agricoles au coton. En régulant mieux, donc, mais aussi en donnant aux pays en développement qui en ont le plus besoin les moyens nécessaires pour développer leur capacité de participer à l'échange commercial international, c'est-à-dire en poursuivant sur notre lancée en ce qui concerne l'Aide pour le commerce. Aider aujourd'hui les pays les plus pauvres à développer leurs capacités de production et à participer au commerce international, c'est leur permettre d'avancer plus vite demain sur le chemin de la croissance.

Depuis 2005, l'Aide pour le commerce a connu un essor constant sans que ne soient affectés les engagements internationaux dans d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation et l'eau. Maintenant, c'est la crise que nous devons affronter. Elle ne doit pas nous détourner de notre objectif. En juillet prochain, lorsque l'OMC organisera le troisième Examen global de l'Aide pour le commerce, nous nous attacherons à évaluer plus précisément l'incidence de l'Aide pour le commerce sur le développement de manière à mieux en démontrer l'importance et la pertinence.

Les objectifs du Millénaire peuvent déboucher sur un véritable développement s'ils sont atteints de manière simultanée. L'OMC peut et doit y apporter sa contribution en menant à bien le Cycle de Doha et en faisant en sorte que l'Aide pour le commerce soit maintenue à ses niveaux actuels.

Pour conclure, « bon élève, peut mieux faire » : telle est l'appréciation que nous suggérons à l'Assemblée de donner à l'OMC dans son examen des contributions à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Conformément à la résolution 64/184 de l'Assemblée générale, je donne maintenant la parole au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

**M. Panitchpakdi** (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (*parle en anglais*) : Il y a 10 ans, en adoptant la Déclaration du Millénaire, la communauté internationale s'est collectivement engagée à faire en sorte que la mondialisation devienne « une force positive pour l'humanité tout entière » (résolution 55/2, par. 5). Par cette déclaration, elle a reconnu qu'un monde à l'abri du besoin, des souffrances et de l'insécurité nécessitait un développement robuste, durable et sans exclusive et une action collective menée au niveau international.

Le programme mis en place pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) a permis de galvaniser cette action et il ne fait aucun doute que des progrès ont été réalisés, bien que les résultats soient mitigés. Cependant, nous ne savons que trop le grave revers que la récente crise financière et économique a représenté et la remise en cause qu'elle signifie pour la réalisation des objectifs dans certaines régions d'ici à 2015. Toutefois, dès avant la crise, de nombreux pays peinaient déjà à maintenir le rythme des progrès, en dépit d'une période de forte croissance de l'économie mondiale. Les raisons en sont incontestablement complexes mais le manque d'investissements productifs et la concentration encore importante des emplois dans les secteurs à faible productivité ont freiné le développement des salaires et empêché de nombreux pays en développement de diversifier suffisamment leur économie.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) n'a cessé de souligner l'incapacité d'une mondialisation et d'une croissance économique axées sur le marché financier de mettre en place le cadre stratégique nécessaire à la gestion des causes structurelles d'une pauvreté et d'un dénuement généralisés. Dans le cadre de notre engagement collectif en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, plusieurs modifications et mesures stratégiques s'imposent de toute urgence. Je vais rapidement aborder le plus important.

Premièrement, dans de nombreux pays, les efforts visant à réaliser les OMD seront difficiles à mener sans une augmentation notable des investissements publics.

Il faudrait donc accorder une plus grande place à la politique budgétaire dans le processus de développement, ce qui implique d'améliorer la gestion fiscale pour garantir davantage de recettes. Toutefois, il faudrait dans le même temps mettre à profit le rôle du secteur privé.

Deuxièmement, des politiques sectorielles ciblées sont également nécessaires pour réduire la pauvreté. Il convient par exemple d'accorder une plus grande attention à l'amélioration de la production agricole dans les pays où l'insécurité alimentaire demeure un problème récurrent. Les facteurs clefs de la productivité agricole incluent la recherche-développement, l'éducation de la population rurale – en particulier les femmes et les filles – l'infrastructure rurale, notamment l'électricité et les routes, ainsi que la technologie. L'appui et l'investissement dans ces secteurs, notamment en attirant l'investissement étranger, aurait un impact important sur la réduction de la pauvreté.

Troisièmement, outre des dépenses publiques ciblées et un rôle stratégique accru de l'État, la mobilisation des ressources du secteur privé serait essentielle pour attirer les investissements productifs à long terme. En effet, c'est l'élément clef qui déclenche des cycles de développement plus vertueux, tout comme la mobilisation des ressources nationales permet aussi d'accroître la marge d'action et l'assiette fiscale nécessaires pour que la productivité continue d'augmenter. Il faut laisser les pays choisir leur propre destinée ainsi que leurs politiques et leurs dépenses, en fonction des conditions et des besoins locaux. Historiquement, toutes les nations industrialisées en sont passées par là, et cela reste encore d'actualité.

Quatrièmement, la crise et son incidence négative, en particulier sur la lutte pour réduire la pauvreté dans le monde, nous forcent à réexaminer la gouvernance économique mondiale, et notamment le cadre international en matière d'aide, de commerce et d'endettement. Il faut augmenter l'aide publique au développement pour relancer les flux destinés aux secteurs de production comme l'agriculture, l'industrie et l'énergie, sans compromettre les objectifs sociaux. Il est néanmoins tout aussi important que, face à la crise, les pays riches s'abstiennent de faire des ajustements qui pourraient déclencher des mouvements défavorables dans les relations commerciales et l'endettement des pays en développement. Il s'agit là d'un défi majeur à relever pour la communauté

internationale et les efforts collectifs qu'elle déploie pour atteindre les OMD.

Enfin, les OMD doivent accorder une plus grande attention aux inégalités, qui se sont accrues au niveau mondial même si le monde s'enrichit globalement. Les recherches de la CNUCED ont montré les liens solides qui existent entre la pauvreté et les écarts de revenu. Des politiques budgétaires simples et progressives pourraient avoir un effet immédiat et considérable sur la réduction de la pauvreté.

Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle replace quelque peu les OMD dans un cadre de développement plus vaste, qui met l'accent sur l'investissement – en particulier dans la capacité de production –, la distribution équitable des ressources, la marge d'action et la création d'emplois viables comme principaux facteurs de réduction de la pauvreté. Ce qu'il faut pour appuyer ce cadre au niveau international, c'est un regain de confiance dans tout le système multilatéral. Or, cela demande du temps et du sens politique.

À propos de ce défi, et pour en finir avec mes observations, je voudrais m'inspirer de l'expérience thaïlandaise en matière de développement rural, qui a permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté et fourni un cadre de développement agricole équilibré et viable. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a estimé que relever la moyenne de la productivité agricole de la région Asie-Pacifique pour l'aligner sur celle de la Thaïlande permettrait de sortir 200 millions de personnes de la pauvreté et de réduire les inégalités. Les enseignements tirés du modèle de développement rural thaïlandais méritent d'être examinés dans d'autres pays en développement.

Il est vrai que les expériences menées par la Thaïlande pour parvenir à une économie de suffisance sont bien expliquées dans certaines recherches universitaires et dans des rapports de l'ONU. L'objectif de cette approche est de trouver les moyens de s'impliquer dans un monde globalisé de manière équilibrée, sûre et sans exclusive. Celle-ci insiste sur le développement par l'intérieur, l'autoprotection, la conservation, la précaution et la modération. Elle préconise l'utilisation viable des ressources et suggère de se préoccuper de l'incidence sociale et environnementale des décisions économiques.

L'une des raisons pour lesquelles nous risquons de manquer plusieurs OMD est que le modèle économique qui les étaye ne prend pas en compte, il

me semble, le type de valeurs qui sous-tendent une économie suffisante. Ce modèle se caractérise par des profits à court terme, une tolérance à un risque excessif et une certaine indifférence aux coûts sociaux et environnementaux, des valeurs qui ne sauraient constituer la base de notre avenir commun. Pour s'aligner sur la vision exprimée en 2000 et atteindre ainsi les OMD – que ce soit en 2015 ou plus tard – nous devons retrouver le courage et l'ambition de modifier notre mode de développement économique.

**Le Coprésident (M. Treki) (parle en arabe) :** Conformément à la résolution 64/184, je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, en sa qualité de Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement.

**M<sup>me</sup> Clark (Groupe des Nations Unies pour le développement) (parle en anglais) :** Le résultat de ce sommet peut s'avérer un véritable tournant pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le défi sera de transformer les paroles en actes pour apporter des changements positifs aux milliards de personnes qui comptent sur la réalisation de la promesse des OMD faite il y a 10 ans.

La série de crises mondiales et de catastrophes naturelles ainsi que les conflits en cours ces dernières années ne facilitent certes pas la tâche, mais ne la rendent pas non plus impossible. Les OMD peuvent être atteints. Ils sont tous interdépendants; les progrès dans l'un peuvent entraîner des progrès dans l'autre. Si nous faisons front, tirant parti de nos forces et compétences spécialisées respectives, et investissons nos ressources là où elles peuvent avoir le plus grand impact s'agissant des OMD, nous enregistrons des progrès remarquables.

Il sera vital d'appuyer le processus de développement mené par les pays et de renforcer les institutions locales et nationales ainsi que leur capacité, tout comme il sera vital de promouvoir la responsabilité, l'état de droit et les droits de l'homme, car leur absence sera un véritable obstacle à la réalisation intégrale des OMD.

Pour réaliser des progrès dans la réduction de la pauvreté et de la faim, il sera nécessaire d'insuffler un nouvel élan au développement agricole et au secteur rural, en particulier dans les pays à faible revenu et aux ressources alimentaires réduites. Il faudra aussi des modèles de croissance économique plus inclusifs qui offriront davantage de possibilités aux pauvres et, dans

l'esprit du Pacte mondial pour l'emploi, fourniront du travail décent et productif aux hommes et aux femmes, y compris les jeunes. Réaliser des progrès nécessitera d'élargir l'accès à une énergie abordable et de la rendre plus viable, de renforcer la protection sociale pour accroître la résistance face à l'adversité, et de mettre sur pied une mobilisation efficace des ressources internes et des systèmes budgétaires efficaces, ainsi que la capacité de répondre aux attentes des populations sur le terrain.

Pour réaliser des progrès, il faudra assurément investir davantage dans la création d'opportunités et la promotion des droits des femmes et des filles. Il faudra cibler les investissements en matière d'éducation, de santé, d'eau potable et d'hygiène, et répondre aux besoins de la population urbaine pauvre, et notamment lui procurer des abris adéquats. Si nos efforts se fondent sur les principes d'équité et que nous nous concentrons sur les plus démunis, nous pourrions voir des améliorations très rapides et rentables en matière de santé maternelle et infantile notamment, et nous pourrions ainsi éviter des millions de décès.

L'ensemble des institutions, fonds et programmes du Groupe des Nations unies pour le développement est maintenant prêt à redoubler d'efforts à l'issue de ce sommet pour aider les pays à atteindre les OMD. Au cours des semaines et des mois qui viennent de s'écouler, un certain nombre d'équipes de pays des Nations Unies, travaillant aux côtés de partenaires gouvernementaux, ont piloté un projet visant à accélérer la réalisation des OMD, qui doit déterminer les obstacles et les difficultés qui nuisent aux progrès dans la réalisation des OMD, puis identifier les solutions qui permettront aux pays d'atteindre les objectifs qu'ils ont fixés.

Dans notre travail, nous voyons comment l'arrivée de simples groupes électrogènes dans des communautés au Burkina Faso transforme la vie des femmes. Nous voyons les bienfaits considérables que peuvent apporter de modestes investissements en termes d'approvisionnement en eau potable dans les villages des zones rurales du Vanuatu. Nous voyons comment, en Éthiopie, nous pouvons permettre aux agriculteurs de vendre leurs récoltes à prix raisonnable en aidant au développement de cette importante bourse de marchandises. Il ne s'agit là que de trois exemples parmi tant d'autres. Nous devons donc nous poser cette question : si les programmes de ce type fonctionnent bien, que pouvons nous faire pour les reproduire ailleurs?

On ne saurait prétendre que les objectifs du Millénaire pour le développement ne sont pas atteints parce que le monde manque de ressources ou de savoir-faire. Tout un éventail très riche de politiques éprouvées et d'interventions existe en effet, qui, si on les adapte comme il convient aux contextes nationaux, permettent indubitablement de réaliser des progrès. Par conséquent, chaque jour, les dirigeants peuvent prendre la décision d'apporter les changements qui s'imposent pour propulser leur pays sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Chaque jour, même si les conditions économiques sont difficiles, les donateurs internationaux peuvent prendre la décision de fournir davantage de l'aide précieuse qui permet à tout le reste de se mettre en place, en respectant ainsi les engagements qu'ils ont pris dans le passé. Chaque jour, des efforts peuvent être déployés en vue de parvenir à un accord commercial mondial qui profite aux pays pauvres et à un accord sur le climat qui, tout en appuyant le développement, préserve aussi les écosystèmes de la seule planète sur laquelle nous sommes appelés à vivre.

Aucune partie prenante ne saurait atteindre seule les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous apportons tous notre pierre à leur réalisation : gouvernements, organismes multilatéraux, société civile, organisations non gouvernementales, fondations et secteur privé. Pour aller de l'avant, donnons la priorité à ce que chacun de nous fait dans le cadre de programmes dont il a été prouvé qu'ils sont le plus aptes à donner des résultats. Dix ans après le début du XXI<sup>e</sup> siècle, nous pouvons faire une réalité de la promesse que nous avons faite il y a une décennie avec nos engagements du Millénaire. Faisons en sorte que cela se produise. Faisons-le tout simplement.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Nous avons entendu le dernier orateur inscrit pour la séance d'ouverture de la Réunion plénière de haut niveau.

Nous allons maintenant poursuivre la Réunion plénière de haut niveau de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale. Avant de donner la parole aux orateurs inscrits, je voudrais donner quelques informations pratiques concernant le déroulement des séances de la Réunion plénière de haut niveau.

Je commencerai par la durée des déclarations. Je rappelle aux membres que, conformément à la résolution 64/184 du 21 décembre 2009, la liste des orateurs a été établie en partant du principe que le

temps de parole serait limité à cinq minutes par déclaration. Je voudrais, en conséquence, demander aux orateurs de prononcer leurs déclarations à un rythme normal pour que les services d'interprétation puissent être correctement assurés. Pour aider les orateurs à gérer leur temps de parole, un témoin lumineux a été installé sur le pupitre d'où ils s'exprimeront.

J'invite tous les orateurs à faire preuve de coopération et à respecter le délai imparti pour leurs déclarations afin que tous ceux qui sont inscrits sur la liste pour une séance donnée puissent s'exprimer à la séance en question. Nous connaissons tous l'adage selon lequel l'exactitude est la politesse des rois. Je ne doute pas que tous les chefs d'État, premiers ministres, ministres et distingués représentants de nos États Membres se feront un honneur de s'y plier.

J'aimerais informer les membres du programme de travail pour la séance de clôture de la Réunion plénière de haut niveau. Tout d'abord, nous entendrons les déclarations des États Membres, ensuite l'Assemblée se prononcera sur le projet de résolution A/65/L.1, intitulé : « Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement ». Le Secrétaire général sera présent pour l'adoption du projet de résolution. L'Assemblée continuera ensuite à entendre les orateurs inscrits sur la liste. Suivront enfin les allocutions de clôture des Coprésidents et la clôture de la Réunion plénière de haut niveau.

Enfin, pour éviter que l'orateur suivant ne soit interrompu, je sollicite la coopération des délégués et leur demande de bien vouloir rester assis après qu'une déclaration a été prononcée. À cet égard, j'invite les orateurs, une fois leur intervention terminée, à quitter la salle de l'Assemblée générale en passant par la salle GA-200, connue aussi sous le nom de « Salon suisse », qui est située derrière la tribune, avant de regagner leur siège. J'en ai terminé maintenant pour les informations générales.

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Porfirio Lobo Sosa, Président de la République du Honduras.

**Le Président Lobo Sosa** (*parle en espagnol*) : Il y a 10 ans, les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu dans la Déclaration du Millénaire qu'ils étaient collectivement tenus de défendre, au niveau mondial, les principes de la dignité humaine. Dix ans plus tard, nous devons ratifier notre engagement à

l'égard des valeurs fondamentales de liberté, pour tous les hommes et femmes de la planète; d'égalité des droits et des chances; de solidarité avec ceux qui souffrent le plus; de tolérance face à la diversité des croyances, cultures et langues; de respect de la nature et de la responsabilité commune des gouvernements dans le développement économique et social.

En 2010, notre défi le plus important consiste toujours à faire profiter des bienfaits de la croissance économique mondiale un milliard de personnes qui vivent dans un dénuement extrême. La solidarité des pays à revenus élevés, la bonne gestion des gouvernements des pays bénéficiaires et l'effort de leurs administrés sont indispensables pour briser les chaînes de la maladie, de la faim et de l'ignorance.

Les objectifs du Millénaire pour le développement ont été un premier pas dans la bonne direction. Au vu des résultats obtenus, je propose que nous ouvrons le débat sur un nouvel accord mondial sur lequel fonder nos actions et objectifs à l'horizon de 2015. Nous convenons avec le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, que les objectifs actuels de lutte contre l'extrême pauvreté peuvent être atteints. Ils sont difficiles et ambitieux, mais réalisables.

Cependant, à mon avis, notre lutte contre la pauvreté exigera beaucoup d'efforts supplémentaires, qui passent par la reconnaissance à notre niveau de notre responsabilité collective de protéger et de partager ce que j'appelle « biens communs mondiaux ». Parmi ceux-ci, je tiens à mentionner la solidarité par le biais de l'aide publique au développement, dont nous sommes bien loin d'atteindre les objectifs, adoptés en 1970.

La gestion prudente de nos économies serait un autre bien public mondial. La crise financière a montré que cette responsabilité n'incombait pas seulement aux pays en développement. On peut dire la même chose du protectionnisme, qui a tendance à apparaître dans les moments difficiles. L'ouverture des systèmes commerciaux et financiers est un autre bien public mondial, car il est clair que l'accès aux marchés internationaux est aussi important que l'aide publique au développement, mais ne la remplace pas. Dans les années à venir, nous devons agir avec plus d'énergie et accélérer le rythme.

D'après des études indépendantes sur les progrès réalisés au niveau des huit principaux indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement, le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar

par jour a légèrement diminué. De même, des progrès limités ont été réalisés au niveau de la réduction du nombre de personnes sous-alimentées. Des progrès plus rapides ont été réalisés au niveau de l'universalisation de l'enseignement primaire. Il faut donner un nouvel élan à la réalisation de l'objectif relatif à la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et de nouvelles mesures doivent être prises pour réduire la mortalité infantile. Dans le même temps, il convient de noter que l'objectif de réduction de la mortalité maternelle est loin d'être atteint. En ce qui concerne le VIH/sida, une tâche monumentale nous attend. Enfin, des progrès ont été réalisés pour ce qui est de l'accès à l'eau potable, mais nous devons également investir davantage dans cet objectif fondamental.

Bien que les objectifs n'aient pas encore été atteints, un groupe de pays a fait, d'après le Centre pour le développement mondial, des progrès très positifs. À leur tête, on trouve mon pays, le Honduras, mais aussi la République démocratique populaire lao, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Burkina Faso, le Népal, le Cambodge et le Ghana. Malgré les limites statistiques et méthodologiques évidentes que comporte ce genre d'études, leurs résultats donnent à penser que ces pays pourront réaliser un grand nombre des objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous devons redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs fixés, en particulier ceux susceptibles de conduire à un monde où l'on souffre moins de la pauvreté et de l'inégalité.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française.

**Le Président Sarkozy :** Il y a 10 ans, le monde décidait de réduire de moitié l'extrême pauvreté, d'assurer l'éducation de tous les enfants, de réduire des deux tiers la mortalité des enfants, d'améliorer la santé maternelle, de combattre le sida et le paludisme, et de promouvoir l'égalité des sexes. C'était il y a 10 ans. Beaucoup de progrès ont été réalisés, mais le chemin qui reste à accomplir est encore immense.

Nous avons cinq ans pour remplir nos objectifs. Depuis deux ans, le monde a connu une crise économique sans précédent. La question qui se pose est la suivante : est-ce que nous allons prendre prétexte de la crise pour faire moins ou est-ce que, au contraire,

dans un sursaut nécessaire, nous allons être au rendez-vous de nos promesses?

La France a décidé de se mobiliser. Nous sommes le deuxième donneur d'aide publique mondiale : 10 milliards d'euros par an. Et nous avons pris la décision, alors que nous sommes le deuxième contributeur au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, d'augmenter notre contribution de 20 % au cours des trois prochaines années. Non seulement nous ne voulons pas réduire, non seulement nous ne voulons pas stabiliser, nous allons augmenter de 20 %. La crise est sévère chez les pays riches, elle crée du déficit. Mais la crise a des conséquences bien pires pour les pays pauvres. Nous n'avons pas le droit de faire moins. Et la décision que nous prenons, nous souhaitons que l'ensemble des pays développés décident de faire davantage et, naturellement, de le faire en priorité pour l'Afrique.

Le paludisme tue chaque année un million d'enfants en Afrique. Pour parler clair, avant la fin de mon discours, 30 enfants en Afrique seront morts du paludisme. Nous n'avons pas le droit de nous abriter derrière la crise économique pour faire moins. Le Fonds prend en charge 2,5 millions de malades du sida. Si chaque pays suit notre exemple, c'est 4 millions de malades du sida qui pourront être pris en charge.

La question n'est pas de faire des discours; la question, c'est de décider. Je souhaite également faire partager cette conviction que nous n'y arriverons pas avec les seuls fonds publics, que nous devons associer le secteur privé. Par ailleurs, en tant que président futur du Groupe des Vingt (G-20) et du Groupe des Huit (G-8), je me rendrai au sommet de l'Union africaine fin janvier à Addis-Abeba et j'essaierai pendant l'année de ma présidence du G-20 et du G-8 de promouvoir l'idée des financements innovants défendue par Bernard Kouchner. Je veux dire ma conviction qu'alors que tous les pays développés sont en déficit, il faut trouver de nouvelles sources de financement pour la lutte contre la pauvreté, pour l'éducation et pour la résolution des grands problèmes sanitaires de l'Afrique.

Les financements innovants, la taxation des transactions financières, nous pouvons le décider ici. Pourquoi attendre? La finance s'est mondialisée. Au nom de quoi nous ne demanderions pas à la finance de participer à la stabilisation du monde en prélevant sur chaque échange financier une taxation infime?

À Copenhague, nous avons tous pris des engagements : 30 milliards de dollars par an sur le « Fast Start », 100 milliards pour le développement. Nous ne serons pas au rendez-vous s'il n'y a pas une avancée majeure sur les financements innovants. En tant que future présidence du G-20 et du G-8, nous nous battons pour développer cette idée. Elle est essentielle et c'est notre crédibilité qui est en jeu.

J'ajoute, pour terminer, une nouvelle fois : tenir nos engagements pour le financement du développement, imaginer des financements innovants, faire toute sa place à l'Afrique, notamment, dans la nouvelle gouvernance mondiale. Je ne me laisserai pas de le répéter du haut de cette tribune : nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle, nous ne pouvons pas continuer avec la gouvernance du XX<sup>e</sup> siècle.

L'année qui vient, c'est l'année de tous les changements possibles. Nous sommes les chefs d'État et de gouvernement du monde. Après la crise, ne retombons pas dans les mauvaises habitudes et dans le train-train quotidien. Cette année qui vient doit être celle des grands changements. On l'aura compris : la France souhaite y participer, non pas bien sûr pour faire des discours, non pas bien sûr pour donner des leçons, mais pour entraîner le monde entier vers une nouvelle gouvernance mondiale, vers une plus grande solidarité et vers l'émergence de financements innovants. À cette condition-là, nous serons crus et respectés par l'ensemble des peuples du monde.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Islam Karimov, Président de la République d'Ouzbékistan.

**Le Président Karimov (parle en russe) :** Comme l'a souligné la Déclaration du Millénaire, la lutte contre l'extrême pauvreté, la faim, l'élévation du taux de mortalité maternelle et infantile, les épidémies et d'autres problèmes doit surmonter un obstacle parmi les plus importants : le nombre de guerres et conflits en cours dans le monde, et la poursuite des affrontements interétatiques, interethniques et interconfessionnels.

L'un des exemples les plus criants est celui de l'Afghanistan, dont les souffrances durent depuis longtemps et où les opérations militaires se poursuivent avec la même intensité depuis plus de 30 ans. Aujourd'hui, il apparaît clairement qu'il n'existe pas de solution militaire au problème afghan et que la stratégie choisie par les forces de la coalition pour que le pays retrouve la paix ne porte pas les fruits

escomptés. Chaque jour de plus que dure la guerre, la situation du peuple afghan se dégrade davantage et il devient encore plus difficile de trouver une solution au problème.

Face à une telle situation, il est extrêmement important de trouver une autre voie si l'on veut rétablir la paix et la stabilité en Afghanistan. Nous pensons qu'il y aurait grand avantage à créer, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, un groupe de contact « 6+3 », comme l'Ouzbékistan l'avait proposé en 2008. Dans son essence, notre proposition tend à ce que ce soient les Afghans eux-mêmes qui résolvent leurs problèmes, avec l'assistance des pays qui, dans l'intérêt de leur propre sécurité, tiennent à mettre un terme à la guerre et à créer un avenir stable pour l'Afghanistan. Évidemment, parmi ces pays figureraient en tout premier lieu les États-Unis, les pays de l'OTAN et la Russie, qui sont engagés dans une mission concrète de consolidation de la paix sur le terrain, ainsi que les voisins les plus proches de l'Afghanistan.

L'objectif le plus important du groupe de contact 6+3 serait de proposer aux parties en présence un programme visant à mettre un terme aux opérations militaires en Afghanistan, à trouver des solutions de compromis aux principaux problèmes et contradictions qui déchirent le pays et à apporter la sécurité et les garanties nécessaires tout en tenant compte des intérêts de toutes les parties.

À cette fin, le programme doit s'attacher à offrir une assistance économique, à mettre en œuvre des projets sociaux, humanitaires et d'infrastructures; il doit s'attaquer au problème du chômage et combattre la pauvreté et l'anomie. Les traditions séculaires de la population afghane doivent être pleinement respectées, tout comme les coutumes et les valeurs de la religion musulmane. Les forces de maintien de la paix de la coalition qui restent basées en Afghanistan peuvent aider à atteindre cet objectif.

Les événements tragiques survenus en juin 2010 au Kirghizistan constituent une menace sérieuse pour la stabilité de la région de l'Asie centrale. Le renversement, en avril, du pouvoir présidentiel discrédité, les tensions et les affrontements qui s'en sont suivis et l'absence d'autorité légitime dans le pays ont servi de prologue à la cruelle et sanglante tragédie interethnique qui s'est déroulée dans le sud du Kirghizistan. Ces événements ont entraîné la mort de

centaines de personnes et fait souffrir des milliers de citoyens totalement innocents.

Aujourd'hui, nous avons des raisons d'affirmer que le peuple kirghiz ainsi que l'importante diaspora ouzbèke installée dans le sud du pays sont devenus otages des menées soigneusement planifiées et minutieusement organisées de forces tierces, dont l'intention était de créer une situation de chaos ingérable tout en faisant en sorte que l'Ouzbékistan s'implique dans cette rivalité sanglante. Si cet ambitieux objectif se réalisait, il aurait pour résultat de transformer une lutte interethnique en un affrontement entre deux pays voisins, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan.

Face à une situation aussi complexe et explosive, le problème le plus délicat consiste à faire le nécessaire pour que la situation ne se déroule pas selon ces plans. Malgré le coût que cela représente en ressources pour notre pays, nous avons accueilli sur notre territoire plus de 100 000 réfugiés, parmi lesquels des femmes, des enfants et des personnes âgées, et nous les avons protégés, logés et nourris. Parallèlement, il a fallu nous assurer que les violences ne se propageaient pas et maintenir la paix et le calme dans les zones frontalières, en contenant les émotions, les passions ou les extrémismes, susceptibles de provoquer des situations imprévisibles.

C'est à notre sang-froid et à un constat élémentaire sur la situation – les Ouzbeks et les Kirghiz vivent côte à côte depuis des siècles et leurs enfants et leurs descendants continueront de vivre ensemble pendant de nombreux siècles encore – que nous devons d'avoir eu la volonté et la force d'empêcher la tragédie en cours de transformer la zone en nouvelle poudrière de l'Asie centrale.

Certes, le Kirghizistan a besoin de l'assistance humanitaire et de l'appui de ses voisins et de la communauté internationale. Cependant, il est tout aussi nécessaire qu'une enquête internationale indépendante soit mandatée concernant les pogroms, les meurtres et les violences perpétrés du 11 au 14 juin dans le sud du Kirghizistan, afin que soient traduits en justice tous ceux qui ont commandité, organisé ou exécuté ces exactions sanglantes. Nous estimons qu'un processus d'enquête international indépendant, opportun et objectif, dénué de biais unilatéraux ou partiels, et une prise de position de principe de la communauté internationale, permettraient d'ouvrir la voie à une réconciliation entre les Kirghiz et la minorité ouzbèke

dans le sud du Kirghizistan. Toute autre position risquerait de provoquer un regain de violence et de créer un foyer de tensions extrêmement dangereux dans le sud du pays.

Dans ce contexte, il nous semble légitime d'espérer que l'ONU apportera toute son assistance à la conduite d'une enquête internationale indépendante sur ces événements tragiques, afin d'éviter toute escalade au Kirghizistan voisin.

Face aux changements climatiques anormaux actuels, la protection de l'environnement est un autre facteur très important pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'état dans lequel se trouve la mer d'Aral à cause des méthodes irresponsables pratiquées par le passé offre un exemple frappant de cette situation. Après avoir été par le passé une mer unique en son genre, un site magnifique, la mer d'Aral est devenue aujourd'hui un plan d'eau asséché et en voie de disparition. En 40 ans, la mer d'Aral a vu sa surface divisée par sept et son volume d'eau réduit au treizième. Sa teneur en minéraux a décuplé, ce qui a fait d'elle une mer où aucun organisme vivant ne peut survivre. Virtuellement détruite, la flore et la faune ont pratiquement disparu.

La région qui entoure la mer d'Aral connaît également des problèmes environnementaux, socioéconomiques et démographiques. Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, l'a, d'ailleurs, relevé lorsqu'il s'est rendu dans la région cette année, et nous lui en savons gré. La disparition progressive de la mer d'Aral et la catastrophe humanitaire qui l'accompagne nous imposent d'essayer de préserver l'écosystème biologique dans la région d'Aral et d'endiguer les effets dévastateurs de la crise sur l'environnement immédiat et les répercussions sur les centaines de milliers, voire de millions, de personnes qui vivent là-bas.

L'eau de la mer d'Aral provient des fleuves Amou-Daria et Syr-Daria. Une réduction du volume des eaux de ces fleuves serait totalement dévastatrice pour l'environnement déjà fragilisé de la région. Aussi, toute tentative de lancer l'exécution des projets de construction en amont des centrales hydroélectriques géantes, y compris des énormes barrages conçus il y a 30 ou 40 ans, à l'époque soviétique, sans tenir compte de la sismicité de la région, laquelle pourrait atteindre 8 ou 9 points du fait des constructions proposées, risquerait d'infliger des dégâts irréparables à

l'environnement et de provoquer une catastrophe très dangereuse.

Comme nombre d'experts respectés et d'organisations internationales de défense de l'environnement l'ont recommandé, il serait beaucoup plus rationnel d'opter pour la construction sur ces rivières de centrales hydroélectriques moins dangereuses, mais plus économiques et de taille réduite, possédant la même capacité de production d'énergie. Les problèmes liés à la disparition de la mer d'Aral sont les problèmes des millions de personnes qui vivent dans la région, et qui se sont tournés avec espoir vers l'Organisation des Nations Unies pour obtenir de l'aide.

Je voudrais à cette occasion informer très brièvement l'Assemblée des mesures concrètes prises par l'Ouzbékistan pour atteindre les objectifs définis dans la Déclaration du Millénaire.

Dix-neuf années ont passé depuis que la République d'Ouzbékistan est devenue un État indépendant et un Membre à part entière de l'ONU. Dans les années écoulées depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan, notre pays a réussi sa transition d'une économie monolithique, hypertrophiée axée sur la production de matières premières et caractérisée par un monopole destructeur sur la production de coton, une infrastructure productive et sociale primitive et une faible consommation par tête d'habitant, à des résultats qui ont totalement transformé son image et qui lui ont permis de rejoindre le concert des nations.

Durant toutes ces années, notre produit intérieur brut et notre revenu par tête ont augmenté respectivement de 3,5 et 2,5 points, avec une multiplication par 14 du salaire moyen. Les dépenses publiques dans le secteur social ont également quintuplé, 50 % des dépenses publiques étant consacrées chaque année à ce secteur.

Actuellement, 82,5 % de notre population a accès à l'eau potable, et 83,5 % au gaz naturel. Nous avons également pris des mesures résolues pour réformer radicalement le système de santé et le développer, et pour éradiquer les maladies infectieuses les plus graves ou en réduire considérablement la prévalence. La mortalité maternelle a été réduite de moitié, et la mortalité infantile des deux tiers. Au cours des 19 dernières années, l'espérance de vie moyenne est passée de 67 à 73 ans, celle des femmes atteignant 75 ans. Aujourd'hui, les femmes occupent 48 % des emplois dans notre pays.

Malgré les graves répercussions de la crise financière et économique mondiale, l'Ouzbékistan fait partie du nombre réduit de pays qui ont maintenu régulièrement des taux de croissance élevés, ainsi qu'un système financier et bancaire fiable. Notre croissance économique a atteint en 2008 et en 2009 9 et 8 % respectivement et nous escomptons pour cette année un taux de croissance de 8,5 %. Notre dette extérieure atteint moins de 10 % du chiffre de notre produit intérieur brut.

C'est sur notre propre modèle de démocratisation et de transition à une économie sociale de marché, adopté dès les premières années de notre indépendance, que se fondent ces acquis. Ce modèle est axé sur des principes tendant à débarrasser l'économie de tout biais idéologique, à donner la priorité à la politique, et à confier à l'État le rôle principal dans la réforme, en le chargeant de garantir l'état de droit, de mener une vigoureuse politique sociale et de veiller à ce que les réformes soient mises en œuvre de façon régulière et graduelle.

Nous avons dès le début rejeté l'imposition de méthodes du type « thérapies de choc » et d'idées trompeuses sur une économie de marché capable de s'autoréguler. Nous avons opté pour une démarche progressive en passant d'une économie centralisée de façon totalitaire à une gestion de marché. En cela, nous avons agi sur la base du principe qui veut qu'on ne détruise pas une vieille maison avant d'en avoir construit une nouvelle.

Je voudrais aussi souligner tout particulièrement le précieux rôle joué par l'enseignement dans notre démarche et l'importance qu'il a eue, notamment en permettant de faire mieux connaître ces transformations auprès du public. Les dépenses consacrées chaque année à l'éducation par l'Ouzbékistan représentent 10 à 12 % de son produit intérieur brut, tandis que ce chiffre est en moyenne de 3 à 5 % dans le reste du monde. Nous avons également mis en place un programme national de formation et, en 2009, nous avons institué une scolarisation obligatoire de 12 ans.

L'objectif le plus important de l'Ouzbékistan est de devenir un pays développé. Nous entendons poursuivre l'accroissement de nos réformes politiques et économiques, moderniser notre pays et renforcer la société civile de manière à garantir un niveau de vie décent à tous les citoyens.

Pour conclure, je voudrais mettre l'accent sur le fait que l'Ouzbékistan appuie la proposition du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, portant sur un plan d'action mondial destiné à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons l'intention de jouer un rôle très actif dans son application.

**Le Coprésident (M. Treki)** (*parle en arabe*) : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de S. M. le Roi Mswati III du Royaume du Swaziland.

**Le Roi Mswati III** (*parle en anglais*) : C'est avec un immense plaisir que je prends la parole à cette Réunion plénière de haut niveau de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale. Nous sommes réunis ici de nouveau pour examiner les progrès accomplis dans nos pays respectifs en direction de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces objectifs portent avant tout sur l'élimination de la misère pour que tous puissent bénéficier d'un meilleur niveau de vie. En 2000, nous sommes venus ici pour voir comment nous pouvions améliorer la vie de nos populations. C'est alors que nous avons décidé de lancer les objectifs du Millénaire pour le développement.

Il est encourageant de noter que, alors que nous cherchons à atteindre les cibles que nous avons fixées pour la réalisation des OMD, nous sommes en mesure de nous réunir de temps à autre pour passer en revue les progrès accomplis. Ce faisant, nous pouvons examiner les défis et les obstacles tout en échangeant des idées sur les stratégies éventuelles à adopter pour remédier aux problèmes qui entravent les progrès.

Bien que le Royaume ait fait des progrès considérables dans la réalisation des OMD, les efforts que nous déployons pour éliminer la pauvreté et créer de meilleures conditions de vie pour notre peuple se heurtent encore à de nombreuses difficultés. Par exemple, en tant que pays en développement, nous sommes confrontés à des problèmes tels que la création d'emplois et le chômage et avons des difficultés à attirer et à retenir l'investissement étranger direct tout en promouvant les investissements locaux et en renforçant l'agro-industrie. Nous devons également améliorer le secteur manufacturier, le tourisme et le secteur des petites et moyennes entreprises, pour n'en mentionner que quelques-uns.

L'un des moyens essentiels de réaliser des progrès vers l'élimination de l'extrême pauvreté est de

stimuler le développement agricole. Pour accroître la production alimentaire, le Gouvernement fournit des intrants agricoles – tracteurs, graines et engrais – aux agriculteurs. Nous constatons que ce programme a déjà produit des améliorations. Nos agriculteurs sont ainsi en mesure de cultiver la terre au moment opportun du fait qu'ils ont accès à ces intrants agricoles. Nous avons cependant besoin de ressources supplémentaires pour construire des barrages et creuser des puits tant pour l'irrigation que pour les besoins des ménages partout dans le pays. Notre objectif est d'assurer une plus grande productivité, notamment dans la culture de notre aliment de base dans la nation swazie. Le pays travaille également à diversifier ses exportations agricoles et son accès à de nouveaux marchés.

Pour relever tous les défis susmentionnés, l'éducation occupe une place prioritaire dans les efforts que nous déployons dans le pays pour réaliser les OMD. Nous croyons que les enfants doivent être protégés et avoir un accès illimité à l'éducation, quels que soient leur situation socioéconomique ou leur sexe. Notre programme éducatif cherche à fournir des compétences novatrices qui doteront les enfants des compétences commerciales nécessaires pour lancer leur propre entreprise.

Nous comprenons bien que notre vie quotidienne est de plus en plus contrôlée par la technologie. En tant que pays en développement, nous sommes déterminés à fournir à nos enfants suffisamment de connaissances dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC), car aujourd'hui, les industries ont besoin de capital humain qui soit au fait des TIC. Notre objectif est de veiller à ce que nos enfants ne soient pas exclus du monde des TIC et qu'ils soient au niveau des enfants du monde développé.

Sur ce, j'ai le plaisir d'informer l'Assemblée que le Royaume a lancé un nouveau programme d'enseignement primaire gratuit pour que chaque enfant ait accès à l'éducation de base d'ici à 2015. Cette année, le taux de scolarisation a augmenté de plus de 15,3 %. En outre, les enfants scolarisés dans le primaire bénéficient actuellement de programmes alimentaires grâce auxquels ils reçoivent des repas nutritifs. Par le biais de nos structures traditionnelles, nous avons mis en place des points de soins de proximité destinés à permettre aux enfants orphelins et vulnérables de tout le pays d'avoir accès à l'alimentation.

Comme dans nombre d'autres pays en développement, la pauvreté et la maladie au Swaziland ont entraîné l'augmentation du nombre d'enfants orphelins et vulnérables dans le pays. Une fois que nous avons pris conscience du problème, nous avons créé un fonds afin d'acheminer les ressources nécessaires pour remédier à cette situation. En effet, au fil des ans, le Gouvernement a continué à augmenter le budget consacré aux bourses versées aux enfants orphelins et vulnérables afin d'assurer leur scolarisation. Depuis l'indépendance, le Gouvernement continue de financer l'enseignement tertiaire universel, et ce alors que le pays subit des pressions budgétaires sans précédent à la suite de la crise économique et financière.

La santé d'une nation est très importante, car elle influe sur la productivité. Nous faisons donc tout notre possible pour faire en sorte que nos citoyens aient accès à des dispensaires et centres médicaux de bonne qualité afin que nous puissions avoir un pays sain et heureux. C'est ainsi que nous avons décrété que la santé est un domaine prioritaire et ne cessons de construire des hôpitaux et des dispensaires et fournissons des services de médecins spécialistes. En outre, nous nous efforçons d'attirer les professionnels de la santé ressortissants du Royaume qui travaillent hors de nos frontières. Notre objectif est d'éviter les frais énormes occasionnés par l'envoi à l'étranger de patients ayant des problèmes médicaux complexes et, dans le même temps, d'améliorer nos services de santé.

Toutefois, des défis tels que la tuberculose, le VIH et le sida et les problèmes sociaux connexes constituent certains des principaux obstacles à la réalisation des OMD relatifs aux soins maternels. Nous avons donc continué à préconiser de bonnes pratiques sanitaires qui, nous l'espérons, réduiront la propagation du VIH/sida et d'autres maladies. Nous encourageons la population à adopter des pratiques préventives, car mieux vaut prévenir que guérir.

Notre programme intégré et global de prévention du VIH va être renforcé et sa mise en œuvre va être accélérée au cours de l'année à venir. Depuis 2005, l'accès à la thérapie antirétrovirale a considérablement augmenté, et au cours des cinq dernières années, le programme national de riposte à la tuberculose a enregistré des progrès notables.

J'ai le plaisir d'indiquer que nous avons réalisé l'OMD relatif au paludisme, et nous continuons à intensifier nos efforts, car nous en sommes

actuellement à la phase d'élimination. Les meilleures pratiques du pays à cet égard ont beaucoup aidé les efforts entrepris par la Communauté de développement de l'Afrique australe.

Un problème gigantesque auquel nous, le monde en développement, sommes confrontés est l'insuffisance des ressources nécessaires à la prestation de services clefs, en particulier ceux qui s'inscrivent dans les OMD. Il importe d'examiner la question de la disponibilité des ressources si nous voulons respecter l'échéance de 2015 que nous nous sommes fixée. En raison de la crise économique et financière, les recettes commerciales de notre pays ont subi une chute sans précédent. Si ces problèmes rendent très difficile la réalisation des OMD, ils ne rendent nullement impossible la réalisation de ces nobles objectifs. Quoiqu'il en soit, nous avons mis en place des mesures pour en atténuer les conséquences. Au nombre de ces mesures, nous avons notamment établi la nouvelle administration fiscale, adopté une loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée et élargi l'assiette fiscale.

Notre volonté de réaliser les objectifs est décuplée par le fait que notre stratégie nationale de développement, adoptée en 1998, établit la feuille de route qui doit permettre au Swaziland de devenir un pays développé. La nation swazie a réaffirmé sa détermination lors du récent dialogue national, au cours duquel elle a reconnu que nous devons travailler plus dur et plus intelligemment pour atteindre cet objectif.

Pour terminer, je tiens à souligner que si nous voulons assurer un monde meilleur à nos enfants et aux générations futures, les pays développés et les pays en développement doivent continuer à travailler ensemble. Malgré les problèmes financiers, économiques et climatiques mondiaux, nous sommes certains que les pays développés tiendront toujours à honorer leurs promesses en matière d'aide publique au développement. En suivant l'exemple de leur contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, nous encourageons les pays développés à faire preuve de la même volonté de fournir un appui aux pays en développement qui s'efforcent d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Je tiens à remercier tous les partenaires de développement et tous les investisseurs qui ont aidé mon pays et à saluer le continent africain dans sa marche vers le développement durable. Cela prouve

que les objectifs du Millénaire pour le développement représentent en effet un engagement mondial sans précédent. Si nous œuvrons ensemble, nous parviendrons à concrétiser ces objectifs et à améliorer le niveau de vie de tous les peuples.

**Le Coprésident (M. Treki)** (*parle en arabe*) : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie.

**Le Président Morales Ayma** (*parle en espagnol*) : Je tiens à saluer la présidence de l'Assemblée générale ainsi que le Secrétaire général de cette organisation mondiale.

Après avoir écouté attentivement les allocutions des représentants des organismes internationaux ainsi que celles de certains présidents dans le cadre de cet important débat sur la pauvreté, j'en arrive à la conclusion que nous voyons avant tout la pauvreté du point de vue de ses incidences et non des causes qui l'ont provoquée.

Je tiens avant tout à dire que, malheureusement, la distribution inéquitable des richesses engendre inévitablement la pauvreté. Les politiques et les modèles économiques en vigueur dans le monde ne fournissent aucune solution pour mettre un terme à la pauvreté. Très peu d'entre nous ont le droit de vivre dans le luxe alors que la majorité de la population est condamnée à vivre dans la pauvreté. Si ces politiques ne changent pas, il est certain que nous ne réglerons jamais le problème de la pauvreté, problème auquel sont confrontés les présidents et chefs de gouvernement du monde entier.

Si nous voulons progresser, nous sommes dans l'obligation de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, et pour atteindre ces objectifs, le Sud doit arrêter de financer le Nord. Nous devons en ce nouveau millénaire arrêter l'hémorragie qui voit le Sud se vider de son sang au profit du Nord. D'après le rapport de l'ONU intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale », pour 2010, les transferts financiers des pays en développement vers les pays développés ont atteint 891 milliards de dollars en 2008 et 568 milliards de dollars en 2009. Ces montants sont cinq à huit fois supérieurs au montant total de l'aide publique au développement que reçoivent les pays en développement, qui n'est que de 120 milliards de dollars par an.

Le sujet dont nous devons débattre au cours de la présente réunion est comment nous pouvons freiner cette fuite des ressources du Sud et investir cet argent, par exemple dans l'éducation et la santé, mais également lutter contre la pauvreté dans nos pays. Je dirais cependant d'après l'expérience limitée de mon pays que nous devons investir dans le sport, qui non seulement est un moyen d'interaction entre les peuples du monde, mais qui représente également un investissement dans l'enfance, et en particulier dans la jeunesse, car il empêche les jeunes de tomber dans la perversion. Les chefs d'État et de gouvernement savent malheureusement qu'au sein de certains groupes sociaux, dans certains pays, notre jeunesse perd ses valeurs. Pour notre part, le sport nous aide considérablement à protéger la jeunesse du mal. Il importe donc d'investir davantage dans le sport pour que la jeunesse mondiale trouve ses pères.

Nous devons investir dans l'harmonie afin de pouvoir vivre avec la Terre nourricière. Nous devons promouvoir les droits de la Terre nourricière si nous voulons sauver l'humanité.

Par conséquent, je voudrais soulever quatre questions importantes, citer quatre initiatives qui pourraient nous aider à faire baisser la pauvreté dans le monde. Premièrement, nous nous devons de nationaliser et de recouvrer nos ressources naturelles. Nous devons également récupérer nos entreprises nationales privatisées, en particulier les entreprises qui fournissent des services de base, pour que les dividendes qu'elles génèrent reviennent aux pays et bénéficient à la population. En fait, il s'agit de démocratiser l'économie au bénéfice de nos populations et des majorités abandonnées.

Deuxièmement, nous devons établir de façon souveraine des règles en matière d'investissement étranger qui permettent de veiller à ce que la majorité des bénéfices reviennent à l'État et que ces bénéfices soient réinvestis dans le pays. Ce que nous disons en Bolivie, c'est que nous voulons des partenaires et non pas des patrons. Nous avons besoin d'investissements, mais les investisseurs ne peuvent s'ériger en maîtres de nos ressources naturelles. L'État doit diriger, l'État doit être le maître absolu de nos ressources naturelles.

Troisièmement, je tiens à affirmer que tous les services de base doivent devenir des droits fondamentaux, à savoir l'eau potable et l'eau destinée à l'irrigation ainsi que l'énergie, c'est-à-dire l'électricité, et les communications, car ces services sont

extrêmement importants pour les populations pauvres. Je réaffirme également l'importance que revêt le sport.

Les services de base ne peuvent donner lieu à un commerce privé. À partir du moment où ils deviennent un objet commercial, nous violons automatiquement les droits de l'homme. Si nous voulons défendre les droits de l'homme, il est indispensable que tous les services de base constituent un droit fondamental. En mon nom et au nom du Gouvernement national de l'État plurinational, je tiens à remercier l'ONU d'avoir reconnu l'eau comme un droit fondamental dans le monde entier. Nous devons maintenant trouver les moyens de faire appliquer ce droit dans nos pays.

Quatrièmement, au lieu de déposer nos réserves nationales dans les banques des pays développés, nous devons créer une banque pour le Sud. Celle-ci doit, à mon avis, englober non seulement l'Amérique du Sud mais tous les pays du Sud – Afrique, les Amériques et l'Asie, y compris la Chine. Nous devons créer une banque du Sud qui recueillerait une part des réserves internationales de tous les pays en développement afin de pouvoir assurer notre propre financement, sans conditions ni ajustements structurels et, ainsi, rompre nos liens de dépendance avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Je voudrais donner un petit exemple de mes quatre années et demie d'expérience en tant que Président. Quand la Bolivie était assujettie aux règles du Fonds monétaire international (FMI), il lui était impossible de se relever. Maintenant que nous nous sommes libérés de l'emprise du FMI et de la Banque mondiale – et nous nous félicitons que la Banque mondiale appuie aujourd'hui nos politiques nationales – nous sommes convaincus d'être désormais libres non seulement dans les domaines social, culturel et national, mais aussi sur les plans financier et économique. Nous ne nous sommes jamais aussi bien portés que depuis que nous ne dépendons plus du FMI. Voilà notre expérience. Nous ne voulons pas de prétendues politiques d'ajustement structurel, oppressantes pour notre société, en particulier sur le plan économique. J'espère donc que nous parviendrons tous à atteindre cette magnifique liberté financière et économique.

Si, d'après les données recueillies par l'ONU, le taux d'extrême pauvreté est tombé de 41 % à 32 % en Bolivie et le taux de mortalité infantile a chuté de 40 %, c'est parce que nous avons repris le contrôle de nos ressources naturelles et de nos entreprises

publiques. Grâce à cela, les revenus de notre pays ont augmenté et nous avons pu transférer au profit de la population des ressources et services au moyen de différents titres et obligations. Depuis que nous avons démocratisé l'économie nationale, les Boliviens ont accès à de nouvelles ressources économiques et l'activité économique se développe, ce qui signifie qu'il existe un marché national. L'existence d'un marché national est synonyme de croissance économique. Je sais que cela n'est pas suffisant, mais c'est ce que nous avons réalisé à ce jour.

Nous avons éliminé l'analphabétisme en Bolivie, 184 ans après la naissance de notre nation. En tant qu'État plurinational, nous pouvons affirmer que l'analphabétisme a disparu grâce à la coopération Sud-Sud. Je rends un respectueux hommage au peuple cubain et à son appui inconditionnel, ainsi qu'au Venezuela, qui ont contribué à éliminer l'analphabétisme en Bolivie.

Par ailleurs, selon un rapport de l'ONU publié en 2009, les 40 % les plus pauvres de la population mondiale se partagent 5 % seulement des revenus mondiaux alors que les 20 % les plus riches détiennent 75 % de la richesse mondiale. Cette répartition n'est pas équitable. Nous ne pourrions pas atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement si nous ne mettons pas un terme à l'inégalité et aux disparités. La répartition injuste des richesses est la principale raison de notre incapacité à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, et nous devons nous employer à mettre un terme à cette répartition injuste.

La nécessité pour les pays développés d'honorer leur engagement de consacrer à peine 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement n'est pas un don, mais fait partie de leur dette envers le Sud. Il est inacceptable et inimaginable qu'un montant 15 fois supérieur soit consacré à la défense, à la sécurité et à la guerre. Qu'est-ce que la guerre? C'est ôter la vie. Durant ce millénaire, nous ne devons pas faucher des vies, mais en sauver.

Cependant, plutôt que d'attendre une aide du Nord, nous, les pays du Sud, devons unir nos forces, nos valeurs et nos ressources naturelles et être solidaires pour faire face aux problèmes. Attendre indéfiniment une aide du Nord nous fait du tort car, dans l'intervalle, nous ne répondons pas à nos besoins.

En tant que responsables élus, nous devons être conscients, en particulier, que nous ne sommes pas des

représentants du pouvoir établi, mais des fonctionnaires au service du public. Nous devons commencer à décoloniser la mentalité des gouvernements démocratiquement élus par nos populations et, si nous reconnaissons qu'être détenteur d'un pouvoir, c'est servir la population et non être servi par la population, je suis certain que la pauvreté reculera dans nos pays.

**Le Coprésident (M. Treki) (parle en arabe) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Mwai Kibaki, Président de la République du Kenya.

**Le Président Kibaki (parle en anglais) :** Je saisis tout d'abord cette occasion pour féliciter M. Joseph Deiss de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session. Je vous remercie également, Monsieur Treki, de l'habileté et de la compétence avec lesquelles vous conduisez cette importante réunion sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Comme de nombreux pays en développement, le Kenya reconnaît que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement est un moyen important de s'attaquer aux problèmes qui continuent d'affliger l'humanité. À cinq ans seulement de l'échéance de 2015, la présente réunion nous donne une occasion unique de faire le bilan des progrès réalisés, de tirer des enseignements et de définir un plan d'action qui apporte l'élan nécessaire pour atteindre tous les OMD.

Le Kenya a enregistré une croissance économique remarquable, dont le taux est passé de moins de 5,5 % en 2002 à 7 % en 2007. Cependant, notre taux de croissance économique s'est ralenti ces deux dernières années, en raison de la crise financière et économique mondiale, de la volatilité des prix énergétiques et alimentaires et des changements climatiques, aussi bien que des difficultés internes. Toutefois, j'ai l'espoir qu'avec la récente promulgation d'une nouvelle constitution – qui répond aux aspirations de notre peuple – et notre plan économique, connu sous le nom de Vision 2030, nous allons connaître une croissance accélérée.

Par ailleurs, la nouvelle constitution prévoit une structure gouvernementale à deux niveaux, ceux de la nation et des comtés. La constitution stipule en outre que non moins de 15 % du budget national seront alloués aux comtés, soit beaucoup plus que les 2,5 % disponibles auparavant grâce au fonds public de

développement. On s'attend à ce que l'allocation budgétaire plus élevée versée aux comtés ait une incidence majeure sur l'amélioration des services de santé et d'éducation, tout en créant des emplois et en réduisant la pauvreté au niveau local.

Je suis fier d'annoncer que le Kenya a considérablement progressé vers la réalisation de l'objectif d'assurer l'éducation primaire pour tous. En 2003, mon gouvernement a introduit l'éducation primaire obligatoire et gratuite, comprenant huit années d'éducation pour tous. En conséquence, les inscriptions scolaires ont augmenté, passant de 5,9 millions d'enfants en 2002 à 8,6 millions en 2009. Le taux de scolarisation net est passé de 77 % en 2002 à 93 % en 2009. En outre, le Kenya a introduit un enseignement secondaire gratuit, ce qui a conduit à la croissance phénoménale du taux de scolarisation, passé de 46 % en 2002-2003 à 70 % en 2009.

Le Kenya a également appliqué, avec courage, la discrimination positive afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les secteurs. En conséquence, les inscriptions dans les écoles primaires ont pratiquement atteint la parité des sexes. De même, l'admission des filles dans les établissements secondaires et tertiaires a également augmenté de manière significative. La nouvelle constitution permettra de combler sensiblement les écarts subsistants, puisqu'elle attribue aux femmes au moins 30 % de toutes les nominations publiques, ainsi que dans la représentation au Parlement et dans les collectivités locales.

Le taux de mortalité infantile est un indicateur fondamental du développement socioéconomique d'un pays et de la qualité de vie. Nous avons donc pris des mesures afin de réduire l'incidence des maladies évitables, notamment en augmentant la couverture vaccinale à plus de 80 % des enfants âgés de 12 à 23 mois. En outre, nous avons agrandi les centres publics de soin, recruté davantage de personnel médical formé et facilité l'accès aux médicaments. Grâce à l'appui des partenaires de développement, le Gouvernement a distribué gratuitement des moustiquaires traitées à environ 68 % des ménages afin de combattre le paludisme.

Le taux de prévalence du VIH/sida est tombé de 13 % en 1994 à 6,3 % en 2009 grâce à la prestation de services de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique ainsi qu'aux campagnes nationales sur les pratiques sexuelles sans risque. En outre, des

médicaments pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant seront disponibles gratuitement dans la plupart des centres publics de soins. Bien que nous soyons soumis à des contraintes en matière de ressources, nous élargissons notre couverture de thérapie antirétrovirale afin de maintenir en vie le plus longtemps possible les personnes infectées. Avec d'autres maladies, comme la tuberculose et le paludisme, nous avons également beaucoup progressé grâce à de meilleures méthodes curatives et à davantage de mesures préventives.

Les changements climatiques, la disparition de la biodiversité, les catastrophes naturelles et la dégradation des écosystèmes continuent de saper les efforts destinés à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier dans les pays en développement. La fréquence et l'intensité de modèles climatiques inattendus et imprévisibles, provoquant inondations, glissements de terrain, sécheresses et famines, deviennent alarmantes. Pour affronter ces réalités, le Kenya a intégré les problèmes de changement climatique dans les politiques et les plans du Gouvernement, faisant en sorte que des mesures solides soient prises en vue d'augmenter la résistance grâce à des mesures d'atténuation et d'adaptation.

Je tiens à souligner que les partenariats mondiaux pour le développement constituent un catalyseur essentiel pour la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Toutefois, il est regrettable que nous ayons pris du retard s'agissant d'atteindre ces cibles importantes. Aucun progrès important n'a été réalisé dans les négociations sur le programme de développement de Doha. Nous n'avons toujours pas conclu d'accord sur un système commercial multilatéral qui offre des avantages substantiels et réels aux pays en développement. Il faudrait promouvoir des pratiques commerciales plus équitables, tout en améliorant le transfert des technologies appropriées permettant d'accroître la production et la productivité dans les pays en développement.

De même, l'appui au développement a été insuffisant et donc incapable de relever considérablement la capacité de production et les échanges commerciaux des pays pauvres. Par conséquent, la plupart des pays en développement ont dû réorienter les ressources au détriment des priorités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement pour les affecter au service d'une dette extérieure élevée. Nous devons nous attaquer au

fardeau de la dette des pays en développement d'une façon globale, par le biais de mesures d'allègement de la dette novatrices et plus efficaces. C'est pourquoi je propose que l'endettement tolérable soit défini en fonction de la capacité d'un pays à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

Par ailleurs, la communauté internationale s'est engagée à lutter contre la pauvreté, à réaliser le développement humain et à faciliter une intégration plus efficace des pays en développement dans l'économie mondiale. Ces engagements ont été par la suite réaffirmés lors de diverses conférences internationales, y compris le Sommet mondial de 2005 qui s'est tenu ici à New York. Pour s'assurer que les objectifs du Millénaire pour le développement seront atteints dans le monde entier, il importe que les pays développés tiennent leurs promesses, y compris celles qui ont été faites lors de la réunion du Groupe des Huit à Gleneagles, en juillet 2005.

Pour terminer, je remercie le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée générale de leur sage décision de convoquer cette réunion. Je suis convaincu que la présente réunion donnera un nouvel élan au monde entier, en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Agissons maintenant. Nous ne devons pas décevoir les milliards des citoyens du monde qui comptent sur nous pour que nous leur montrions la voie à suivre.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël.

**Le Président Peres (parle en anglais) :** L'histoire est écrite avec du sang. La plupart des guerres ont été livrées pour des territoires. Aujourd'hui, la science, la créativité et la connaissance ont remplacé la terre comme principale source de richesse. On peut conquérir la terre, mais pas la science. La science est mondiale et sans frontières. Les armées ne peuvent pas conquérir la science. Et pourtant, des terroristes hors la loi sèment la violence sur la base de divergences idéologiques, d'écarts sociaux et d'un fanatisme pur et simple. Le nouveau millénaire doit libérer le monde des massacres, de la discrimination, de la faim, de l'ignorance et des maladies. La science moderne peut nous donner de nouvelles réponses.

Je m'exprime au nom d'un petit peuple et d'un minuscule territoire. Nous avons connu une nouvelle naissance malgré le meurtre d'un tiers de notre peuple – la Shoah. Nous étions seuls à ce moment-là. Mais

aussi, de nouveau, ces 62 dernières années, notre terre a été attaquée à sept reprises. Là encore, nous avons été seuls. Cependant, nous n'avons jamais perdu l'espoir et en guise de compensation, nous avons développé les sciences. Nous avons compris que l'avenir était désormais entre nos mains. Nous avons appris que tout comme les humains peuvent enrichir la terre, la terre peut aussi nourrir les humains.

Israël est le produit de l'esprit humain pionnier, et non d'investissements financiers. Malgré les guerres, nous avons fait la paix avec l'Égypte et la Jordanie. Le différend territorial avec le Liban a pris fin, ce qui a été reconnu par l'ONU. Nous avons entièrement quitté Gaza de notre propre initiative. Nous sommes actuellement en train de négocier avec les Palestiniens pour réaliser la solution des deux États : un État juif, Israël, et un État arabe, la Palestine. Il n'y a pas d'autre issue pacifique à ce conflit et je pense que nous réussirons, en dépit des difficultés. Nous sommes prêts à engager immédiatement des négociations directes avec la Syrie.

Nous sommes tous engagés en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous partageons la responsabilité de sauver le monde de la guerre et de la faim. Sans la paix, la pauvreté persistera. Sans la nourriture, la paix ne régnera pas. Les hommes d'État doivent mobiliser le pouvoir politique pour instaurer la paix. Les scientifiques devraient permettre à tous et à la terre de produire plus de vivres. Nous avons développé une agriculture fondée sur la science. Nous utilisons le dessalement, le recyclage, l'irrigation au goutte à goutte, l'irrigation électronique et le génie biologique pour créer de nouvelles semences et des récoltes plus riches.

Il y a cinq décennies, un agriculteur israélien produisait de quoi nourrir 15 personnes. Aujourd'hui, ce même agriculteur produit de quoi nourrir 120 personnes, c'est-à-dire huit fois plus. La contribution d'un agriculteur au produit intérieur brut est égale à celle d'un ingénieur de haut niveau.

Pour cultiver les terres, il faut améliorer l'éducation et la santé. Nous avons donc instauré l'enseignement gratuit et obligatoire pour tous les enfants de 5 à 18 ans et avons mis un terme à l'analphabétisme. Cela nous a également permis d'avoir le taux le plus élevé de scientifiques au kilomètre carré au monde. Notre système de santé national fournit des soins d'excellente qualité à chaque citoyen.

Je suis certain que tout le monde pourra suivre le même chemin. Notre expérience peut servir de modèle. Nous sommes prêts à partager notre expérience, comme nous l'avons déjà fait avec de nombreux pays, aussi bien par l'intermédiaire des organisations des Nations Unies qu'au niveau bilatéral. Cette offre s'adresse également aux pays qui n'ont pas de relations diplomatiques avec notre pays.

L'autre jour, le dirigeant officiel de l'Iran a affirmé qu'Israël n'avait pas d'avenir au Moyen-Orient. Je pense qu'il y a de la place pour tout le monde au Moyen-Orient, pour chaque individu, chaque nation et chaque religion. Je pense que chaque être humain a été créé à l'image de Dieu et qu'il n'y a qu'un Dieu qui demande de ne pas haïr, de ne pas menacer, de ne pas chercher à dominer, de ne pas tuer. Il y a suffisamment de place au Moyen-Orient pour l'amitié.

Dans ma jeunesse, j'étais membre d'un kibboutz et je cultivais des terres pauvres. Comme tous les membres du kibboutz, je ne possédais que deux chemises et deux pantalons. Il y avait un troisième pantalon en flanelle qui était réservé pour les mariages. J'ai eu la chance de porter ce pantalon pendant deux journées pour mon propre mariage. Les aubergines sont l'aliment principal dans les kibboutz. On ne mangeait de la viande qu'une fois par semaine, et pas toutes les semaines. Personne n'avait d'argent qui lui appartenait et il y avait peu d'argent en commun.

Nous étions pauvres et heureux, nous ressentions le bonheur de celui qui transforme le désert en jardin. Aujourd'hui, mon kibboutz est devenu une ferme prospère et dispose d'une maison d'hôtes rentable. Il y a de la nourriture en abondance. C'est dans le kibboutz, en vivant dans la pauvreté, que j'ai appris à respecter les pionniers et à apprécier les esprits créatifs et les travailleurs. En fait, mon rêve au départ était de voir le monde se transformer en grand kibboutz – libre, pacifique et productif.

Je demande à tous ceux qui sont présents à la présente réunion importante de s'attaquer aux deux problèmes brûlants de notre temps : premièrement, mobiliser la science et la technologie pour accroître la production alimentaire pour chaque enfant et chaque famille; deuxièmement, s'élever contre la terreur. Un monde qui a faim ne sera jamais en paix. Un monde vivant dans la terreur sera ingouvernable. Nous devons nous unir autour de cet espoir commun. Le berceau de nos enfants sera le berceau de notre vision.

**Le Coprésident (M. Deiss)** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de M. Álvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala.

**Le Président Colom Caballeros** (*parle en espagnol*) : La Déclaration du Millénaire de 2000 et sa codification ultérieure dans les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) a été pour nous l'une des plus importantes réalisations de l'ONU sur la voie de son objectif principal, à savoir la promotion du progrès économique et social de tous les peuples.

À l'heure où je m'adresse à cette Assemblée, je me dois de reconnaître que le Guatemala a fait des progrès mais pas au rythme que nous souhaitions. Dans certains cas, nous avons même subi des revers. Nous pouvons, à juste titre, nous féliciter de nos résultats, car des progrès ont été enregistrés dans la réalisation des OMD pour 29 des 49 indicateurs. Il y a néanmoins 15 autres indicateurs pour lesquels peu de progrès ont été accomplis, et 5 autres pour lesquels nous avons subi des revers. On peut trouver des informations détaillées dans le document que nous avons distribué aujourd'hui.

Je tiens à souligner que la lutte contre la pauvreté est une lutte pour investir dans le bien-être des démunis pour que nous soyons tous plus riches. Nous devons investir dans les domaines qui ont été dévastés par les excès et les abus du passé.

Les changements climatiques frappent de plein fouet la planète. Le Guatemala est l'un des quatre pays les plus vulnérables au monde aux changements climatiques. Les effets des changements climatiques nous ont forcés à doubler nos investissements et à lutter contre cette attaque de la nature. Nous avons récemment passé 109 jours en état d'alerte complète à cause d'une éruption, d'une tempête tropicale et de deux dépressions tropicales. Cela ne fait que neuf jours qu'il s'est arrêté de pleuvoir.

Ces effets dramatiques qui continuent de s'abattre sur nous ont provoqué une augmentation des cas de malnutrition, notamment de la malnutrition aiguë chez les enfants, et la stagnation du taux de malnutrition chronique. On a pu relever dans le pays des taux différents en fonction des régions, mais il est indéniable que des investissements importants sont nécessaires pour faire progresser chaque indicateur et qu'il faut continuer d'investir dans nos peuples autochtones, en particulier les femmes et les enfants autochtones.

La politique de cohésion sociale lancée en 2008 par mon gouvernement, a donné des résultats. Nous avons accompli des progrès considérables dans le domaine de l'éducation. En une année, le taux de scolarisation a augmenté de 37 % : 27 % au niveau de l'éducation de base, 9 % dans l'enseignement primaire et 27 % dans l'enseignement préscolaire. Il s'agit là d'une avancée historique pour le pays. Il convient d'ajouter qu'au cours des huit dernières années, le nombre de jeunes gens qui exercent désormais leur droit à l'éducation a augmenté.

Le programme d'allocations financières conditionnelles « Mi Familia Progresá » a permis à plus de 140 000 familles d'amener leurs enfants à l'école et à un centre de soins de santé. Mais l'exercice par le peuple guatémaltèque de son droit constitutionnel, à savoir la gratuité totale des services de santé publique et de l'enseignement public, est probablement la politique qui a eu l'impact le plus important sur la société. Il faut aussi mentionner le programme de bourses solidaires, « Écoles ouvertes », qui permet à des adolescents d'être scolarisés grâce à un système de subventions. Grâce à ces programmes, le Guatemala connaît sa plus forte croissance en 15 ans. Je tiens aussi à insister sur le fait que nous avons axé nos efforts sur une réduction de l'incidence de la malnutrition chronique et sur une solution à la crise de la malnutrition extrême, en nous fondant sur une vision intégrée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette vision associe la solution des situations d'urgence et les interventions visant à améliorer la facilité d'accès, la disponibilité et l'utilisation des aliments. Nous avons bénéficié d'un appui inconditionnel de la part de la communauté internationale.

J'insiste sur mon engagement à poser les bases qui assureront que dans les cinq années qui restent, nous arriverons à bon port et atteindrons les OMD. Nous comprenons l'urgence de résoudre les restrictions budgétaires auxquelles le secteur public guatémaltèque a toujours été confronté, ainsi que le besoin de professionnaliser notre fonction publique.

Enfin, nos efforts pour aborder la question du développement doivent être conciliés avec ceux visant à remédier à l'urgence à laquelle nous sommes actuellement confrontés. Nous avons subi un milliard de dollars de pertes du fait des tempêtes récentes. Cela a affaibli la capacité financière de notre gouvernement et nous oblige à faire appel à la solidarité internationale. À cet égard, lors d'une conférence des

donateurs qui se tiendra à la mi-octobre, nous informerons nos amis et partenaires institutionnels des défis que nous devons relever pour faire face à cette catastrophe naturelle. Je vous remercie tous, notamment les Coprésidents et le Secrétaire général, de votre intérêt particulier pour le Guatemala au vu de l'urgence actuelle.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de S. M. le Roi Abdullah II Bin Al Hussein, chef d'État du Royaume hachémite de Jordanie.

**Le Roi Abdullah Bin Al Hussein (Jordanie)** (*parle en anglais*) : Il y a 10 ans, lors d'une réunion tenue ici même, nos pays ont lancé un effort sans précédent pour mettre fin à la pauvreté humaine. Avec les objectifs du Millénaire pour le développement, quelques-unes des vérités fondamentales du XXI<sup>e</sup> siècle étaient abordées : la sécurité et la prospérité mondiales sont menacées tant que des milliards de personnes vivent dans le besoin; en ces temps modernes, nous disposons des connaissances et des ressources requises pour éliminer cette menace et améliorer les vies partout dans le monde; et les pays en développement comme les pays donateurs doivent assumer des responsabilités cruciales si nous voulons réussir.

Aujourd'hui, il ne reste plus que cinq ans et il y a beaucoup de travail à faire avant l'échéance de 2015, date à laquelle nous devons avoir atteint les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous nous réunissons cette semaine dans le but de donner un nouveau souffle à ce processus. Nous avons toutes les raisons de réussir. Les avancées que nous enregistrons sont mutuellement bénéfiques, de l'amélioration de l'éducation et de la santé à la progression des niveaux de vie, de l'autonomisation des femmes et des jeunes à de meilleures opportunités économiques. Intégrer ce travail à des stratégies nationales et mondiales nous permet certes de maximiser le changement, mais nous ne pourrions consolider nos gains sans nous assurer que les conditions du développement sont réunies, à savoir la paix, le partenariat et les opportunités mondiales.

Les fondations sont en place. Notre monde comprend plus que jamais qu'un pays en développement doit contrôler sa voie vers le développement. Il n'existe pas de solution unique, convenable pour tous. Mais les pays développés ont grand intérêt à appuyer les progressions mondiales, et disposent d'outils majeurs pour ce faire. Leur

engagement est essentiel dans les périodes de crise économique mondiale, non seulement pour élever la condition des plus pauvres du monde, mais également pour soutenir et épauler ceux qui mettent en œuvre des politiques saines, jusqu'à ce que leur progression soit stabilisée.

En Jordanie, le partenariat – public autant que privé – fait depuis longtemps partie intégrante de notre réussite en matière de développement. Nous avons intégré les objectifs du Millénaire dans notre stratégie nationale de réforme structurelle, de croissance économique durable et de développement soutenu. Nous nous sommes efforcés non seulement d'amplifier les initiatives de développement, mais également de les diversifier, en élargissant la participation et en tirant profit des synergies dans de nombreux secteurs. Aujourd'hui, grâce au travail de milliers de Jordaniens dans les écoles, dans le domaine de la santé et au sein de communautés à travers tout le pays, nous sommes sur le point d'atteindre nombre de nos objectifs du Millénaire. L'objectif 2, par exemple, qui concerne la scolarisation de tous les enfants pour qu'ils achèvent un cycle complet d'études primaires, afin de mettre fin à l'analphabétisme des jeunes et de donner aux écoliers les fondements dont ils ont besoin pour avancer dans la vie, a été effectivement atteint.

Un obstacle – l'absence de paix dans la région – se dresse devant notre développement régional. Lorsque la guerre et la violence détournent les ressources nécessaires aux besoins sociaux et à la croissance économique, les économies et la vie communautaire sont érodées, la frustration et la pauvreté progressent. Les programmes de développement peuvent aider à construire les fondations pour la paix, mais ils ont besoin de la paix pour être couronnés de succès à long terme. Voilà pourquoi les amis du développement doivent aussi être les amis de la paix. Le Moyen-Orient se voit depuis longtemps refuser la paix qui pourrait lui permettre de réaliser son énorme potentiel de développement. Nous comptons sur l'appui de la communauté internationale pour nous aider à atteindre une paix globale dans la région, laquelle dépend du règlement du conflit israélo-palestinien sur la base d'une solution à deux États.

La Jordanie est prête à collaborer avec l'Assemblée générale pour aborder les préoccupations que nous partageons et atteindre les objectifs du Millénaire. Il reste cinq années d'ici à 2015, durant lesquelles on peut accomplir beaucoup. Je suis convaincu qu'ensemble, nous pouvons donner à tous

nos peuples une vie meilleure. Il nous faut allier notre sagesse à notre volonté, et aller de l'avant dès maintenant.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Lyonchoen Jigmi Yoezer Thinley, Premier Ministre du Royaume du Bhoutan.

**M. Thinley (Bhoutan) (*parle en anglais*) :** Il y a 10 ans, nous nous sommes engagés à galvaniser un partenariat de pays riches et pauvres pour éradiquer la pauvreté extrême, la faim et la maladie. Ma délégation propose humblement d'ajouter un neuvième élément aux huit objectifs du Millénaire déjà définis.

J'ai le plaisir d'annoncer que mon pays est en bonne voie d'atteindre les OMD, la plupart des objectifs devant être réalisés avant l'échéance de 2015. Je souhaite à cet égard exprimer nos sincères remerciements aux pays partenaires de notre développement, à l'ONU et aux autres organismes multilatéraux pour leur généreuse aide. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement doivent être remerciées tout particulièrement pour l'intérêt accordé aux OMD par le biais d'ouvertures telles que l'Association internationale de développement.

Quand toutes les nations auront surmonté les menaces à leur survie, quel sera notre action collective en tant que société de progrès? Devons-nous continuer à croire que la vie humaine doit être consacrée à travailler pour améliorer le revenu et pouvoir consommer plus aux dépens des relations, de la paix et de la stabilité écologique? Ne pouvons-nous pas trouver un moyen de nous soustraire au feu autodestructeur de la cupidité, nourri par les médias et financé par l'industrie et le commerce, qui se nourrissent de la consommation effrénée? N'est-il pas temps pour la civilisation humaine d'aspirer à un plus noble objectif en tant qu'individus et nations et en tant que société? Et ne devons-nous pas espérer que la recherche d'un tel mode d'existence se rapproche plutôt du genre qui affine l'esprit, qui discipline le corps et qui conserve l'environnement propice à la vie?

Suffisamment de pensées et de connaissances ont été générées ces dernières années par ceux qui s'attachent à nous convaincre que l'humanité doit s'écarter de la périlleuse voie sur laquelle la mauvaise utilisation du produit intérieur brut l'a mise. Il nous faut comprendre que la ruée sans fin vers la croissance matérielle dans un monde aux ressources limitées, cela

dans une écologie à l'équilibre délicat, ne saurait perdurer.

La preuve de la capacité limitée de la nature à tolérer les abus est là pour nous le rappeler, alors que nous subissons de multiples catastrophes de fréquence et de force accrues. Je fais allusion non seulement aux catastrophes naturelles et anthropiques, telles celles qui ont frappé des millions d'innocents au Pakistan et qui ont détruit en grande partie un mode de vie dans le golfe du Mexique. Je parle aussi des catastrophes économiques telles la crise actuelle, qui nous rappelle qu'une bonne partie de la richesse que nous avons prétendument créée n'est, en fait, qu'illusoire et que, étant irréaliste, elle disparaît souvent sans laisser de traces, tout comme disparaissent les emplois, les maisons, les épargnes, les investissements, et ainsi de suite. Les seules choses réelles sont les coûts psychologique, émotionnel et environnemental.

Ce qui est bien, c'est qu'il y a un nombre croissant de personnes qui reconnaissent la futilité de notre mode de vie et qui plaident en faveur d'une autre façon possible de mener une vie saine et décente. Les OMD représentent une série d'indicateurs ou de contributions, et là je salue le Secrétaire général et son conseiller, le professeur Jeffrey Sachs, pour leur vision et leur engagement.

Cela fait quelque 40 ans que le Bhoutan, pour ce qui le concerne, a choisi de ne pas se laisser détourner du droit chemin par les pratiques de développement traditionnels. Ayant médité sur la signification et le but du développement et mécontent de l'inutilité des modèles en vigueur, notre roi, inspiré par sa connaissance parfaite des aspirations intimes de son peuple, a élaboré la philosophie de développement du bonheur national brut. Elle se base sur la conviction que puisque le bonheur est l'ultime désir de chaque citoyen, l'objectif du développement doit être de créer les conditions propices au bonheur. Sa conception du bonheur est une manière d'être qui se réalise par le biais d'un judicieux équilibre entre gains en confort matériel et croissance de la conscience et de l'esprit dans un environnement juste et durable. Il ne s'agit pas d'ascétisme et d'abnégation. Par conséquent, notre modeste réussite s'agissant de parvenir à un équilibre entre les besoins du corps et ceux de l'esprit, avec des gains écologiques visibles, a soulevé un certain intérêt pour la philosophie du bonheur national brut en tant que paradigme de développement holistique.

Gardant cela à l'esprit, et sachant qu'il est probable que la pertinence des huit OMD persistera bien au-delà de 2015, ma délégation souhaiterait proposer que le bonheur soit compté comme neuvième OMD. J'entends quelques rires et je vois de nombreux sourires. Il s'agit d'un objectif qui correspond à une valeur distincte tout en représentant aussi bien la somme totale des résultats des huit autres objectifs. Sa pertinence ne concerne pas que les pauvres et les États Membres en développement, mais va au-delà pour astreindre tous les êtres humains, riches et pauvres, à une vision commune intemporelle. C'est dans la quête consciente du bonheur que s'épanouira ce qu'il y a de meilleur dans la nature de l'être humain. En poursuivant un tel objectif, nous trouverons une raison et le génie pour modérer et harmoniser nos besoins matériels autrement plus importants avec les autres besoins humains tout aussi importants, et aussi avec les limites de la nature. C'est ce qui rendra la vie sur terre viable à long terme. Et c'est la manière dont une nation cherchera à réaliser cet objectif qui servira à mesurer son attachement à promouvoir le véritable bien-être de sa population. Nous ne devons pas perdre de temps et cette occasion pour œuvrer de concert à tous les niveaux de la société en faveur de la recherche collective de cette ultime valeur, par le biais de politiques, de plans et de programmes gouvernementaux.

L'inclusion du bonheur en tant que neuvième dimension dans les OMD confirmera que nous nous intéressons à la qualité de la vie – avec une signification et une valeur ajoutées à la vie. Son inclusion sera un indicateur de résultats plus large pour ce qui est de la qualité de la vie, à laquelle contribuent l'ensemble des autres éléments des OMD. Elle renforcera surtout la possibilité de parvenir à un comportement humain responsable, porteur de la promesse d'une quête réelle, de l'accomplissement individuel et du bonheur. En nous basant sur un ensemble de mesures métriques détaillées et précises mises au point par le Bhoutan et par d'autres pays, nous pourrions alors confier aux experts la tâche d'adopter ou de mettre au point des indicateurs pour une application uniforme.

L'espoir l'a emporté sur le cynisme pour nous ramener à l'ONU aujourd'hui. Sortons de ce sommet non seulement en réaffirmant notre attachement à la réalisation des huit objectifs de bannir la faim, la maladie et la misère, mais aussi à celle du nouveau neuvième objectif volontaire : créer un monde capable

de nourrir le bonheur de tous ses habitants, aujourd'hui et pour les générations à venir.

**Le Coprésident (M. Deiss)** (*parle en anglais*) :

Je remercie le Premier Ministre du Royaume du Bhoutan de son message de bonheur.

(*l'orateur poursuit en français*)

L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de S. E. M. José Luis Rodríguez Zapatero, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne.

**M. Zapatero** (Espagne) (*parle en espagnol*) : Nous tenons cette année un sommet spécial 10 ans après que les nations du monde ont adopté un accord historique pour réduire la misère d'ici à 2015 à des niveaux compatibles avec la conscience humaine et avec la dignité humaine.

Dix ans plus tard, nous devons féliciter l'ONU pour cette initiative qui a permis la mobilisation la plus claire et la plus partagée de l'histoire en vue d'éliminer le fléau de la pauvreté, de la misère, du désespoir et de l'analphabétisme qui existe encore sous tant de latitudes dans le monde.

Dix ans plus tard, des progrès ont été réalisés, mais pas autant que nous l'aurions souhaité et pas autant que ce que méritent les pays qui souffrent le plus des difficultés provoquées par la pauvreté et la misère. Mais nous savons aujourd'hui, 10 ans plus tard, qu'il sera possible d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement dans les cinq années à venir. Nous savons désormais que si chaque pays tient ses engagements, les progrès seront substantiels, décisifs et déterminants.

L'Espagne est le pays développé qui, ces cinq dernières années, a le plus augmenté son aide au développement. Au cours de cette période, mon pays a doublé le volume de son aide au développement. Il est devenu un donateur déterminant pour le système des Nations Unies, notamment pour ce qui est de la lutte en faveur de la sécurité alimentaire, de la lutte pour l'égalité entre les sexes et de la lutte pour dénoncer le fait que la pauvreté touche presque toujours plus les femmes. Et c'est grâce à la lutte en faveur des femmes et de l'égalité des droits que nous pourrions effectivement réussir à réaliser les objectifs du Millénaire.

Nous avons encore cinq années et la grande question qui se pose est la suivante : de quoi avons-

nous besoin? Avec quoi pourrions-nous réaliser les objectifs du Millénaire? Comment notre génération pourra-t-elle se sentir digne à ses yeux et aux yeux des générations futures? Pouvoir dire ici, dans cette grande institution, dans cette maison commune, cette maison de la paix, du développement et de la riposte aux crises graves, que nous avons pris conscience de ce défi historique, que nous avons été solidaires et que nous avons compris, à l'aube d'un nouveau siècle, de ce XXI<sup>e</sup> siècle, que rien ne peut nous faire progresser davantage, en tant qu'êtres humains, que de faire en sorte que plus personne ne meure de misère ou d'extrême pauvreté serait le plus grand progrès que nous pourrions réaliser à ce stade.

Comment y arriverons-nous? À deux conditions : la première est que les pays poursuivent l'action et maintiennent l'attention en faveur de l'aide au développement en dépit de la crise qui contraindra certains d'entre eux à ralentir l'augmentation que nous avons entreprise. Mais ce ralentissement sera temporaire, conjoncturel. L'objectif de l'Espagne demeure de parvenir en 2015 à consacrer 0,7 % de son PNB à l'aide au développement, après avoir fait passer ce taux au cours des cinq dernières années de 0,2 % à 0,45 %.

La deuxième condition est que les efforts nationaux ne suffisent pas. Disons-le ici une fois pour toutes, depuis cette tribune, devant tous les citoyens du monde, et que tous les gouvernements le disent clairement : il faut imposer une taxe sur les transactions financières internationales afin de pouvoir réaliser les objectifs du Millénaire. Et mon gouvernement s'engage à défendre cette idée, à la mettre en pratique et à l'appliquer dans tous les forums internationaux.

Le système financier, qui a traversé une crise grave, a vu les pays le défendre et voler à son secours. Il semble donc assez sensé, juste et logique que les pays, les nations, demandent un minimum d'effort au fonctionnement du système financier afin que nous puissions extirper de la misère et de l'extrême pauvreté des millions et des millions d'êtres humains, et que nous puissions venir dire ici en 2015 que nous avons tenu notre engagement et que notre effort collectif en valait la peine.

Telle est la deuxième condition, à savoir, premièrement, que les pays doivent poursuivre leur effort en faveur de l'aide au développement; deuxièmement, qu'ils doivent trouver des sources de

financement novatrices afin de pouvoir réaliser les objectifs du Millénaire, et la plus évidente et la plus directe d'entre elles est une taxe sur les transactions financières internationales.

L'Espagne s'engage à soutenir cette idée qu'elle va défendre auprès du Groupe des Vingt, de l'Union européenne, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de tous les organismes multilatéraux afin de parvenir à un accord international qui permettra à un grand nombre de personnes, à des organisations non gouvernementales et à des citoyens non organisés du monde entier qui ont les yeux rivés sur cette institution et sur les gouvernements de dire : le moment est venu. Si nous faisons tous un petit effort dans le cadre du système financier international, nous pourrions réaliser les objectifs du Millénaire et éliminer la pauvreté et la misère. Nous devons le faire et nous allons le faire.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Je donne maintenant la parole à S. E. M. Igor Lukšić, Vice-Premier Ministre du Monténégro.

**M. Lukšić (Monténégro) (*parle en anglais*) :** Je souhaite tout d'abord féliciter le Secrétaire général d'avoir pris l'initiative d'organiser la présente réunion très importante sur la réalisation de notre mission commune : accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'organisation de ce sommet rappelle qu'il importe de se réunir pour convenir d'une action concertée face aux défis de notre temps.

Au début de ce millénaire, notre réalité commune est marquée par des problèmes imprévus. Il importe donc plus que jamais d'avoir une philosophie du développement qui souligne la nécessité de coopérer, ainsi que l'interdépendance des États et des entités; et tout aussi important est le rôle de l'ONU, le plus vaste de forums multilatéraux.

L'accord relatif aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'acceptation générale desdits objectifs ont permis d'échanger les expériences et les compétences spécialisées en vue de trouver les meilleurs moyens d'atteindre ces cibles. Outre leur applicabilité universelle, les OMD s'adaptent bien aux spécificités et aux circonstances nationales. C'est là un aspect crucial et précieux de ce processus.

Le Monténégro reste fermement résolu à agir avec énergie et persistance pour tenir ses engagements et appuyer le renforcement de la coordination des

entités compétentes au niveau mondial. Le rapport à mi-parcours du Monténégro sur les objectifs du Millénaire pour le développement, présenté avant le sommet, est le reflet de notre volonté d'assumer la responsabilité de la mise en œuvre de notre politique de développement nationale. Le rapport définit 44 cibles pour les sept premiers objectifs du Millénaire, qui sont propres à l'objectif du Monténégro de réaliser des progrès constants en vue de son adhésion pleine et entière à l'Union européenne et à l'OTAN.

Les objectifs fixés sont ambitieux, mais nous sommes convaincus qu'ils sont réalistes et réalisables. Les priorités stratégiques de développement dans le cadre desquelles nous avons défini les cibles énoncées dans le rapport reposent sur l'application des principes du développement durable, avec des libertés économiques croissantes et un rôle renforcé du secteur privé, la promotion de l'état de droit, condition préalable au fonctionnement d'une démocratie tournée vers l'économie de marché, et l'amélioration du niveau de vie de tous les citoyens par la promotion de services publics de qualité au moyen de systèmes d'enseignement, de santé et de protection sociale efficaces. De cette manière, le Monténégro montre et réaffirme clairement sa volonté d'incorporer à ses politiques nationales les obligations contractées dans le cadre des initiatives, des déclarations et des accords internationaux. Les objectifs du Millénaire pour le développement sont un élément essentiel de l'action des Nations Unies en faveur du développement. Les réaliser à la date prévue est l'une des obligations les plus importantes du Monténégro.

Ces 10 dernières années, le Monténégro a accompli des progrès considérables en matière de stabilité économique et de réforme législative en adoptant des documents et des politiques de planification stratégique en accord avec les exigences politiques et législatives de l'Union européenne et des conventions internationales. Nous avons mis en place la plate-forme pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en adoptant une stratégie nationale de développement durable.

Les résultats des réformes adoptées au Monténégro sont visibles. Selon les conclusions du rapport à mi-parcours sur les OMD, malgré des progrès variables dans différents domaines, en 2015, le Monténégro aura tenu la plupart des engagements pris à l'échelle nationale au titre des OMD. Les défis principaux en vue du développement à long terme du

Monténégro consistent à continuer de réduire les disparités régionales économiques, sociales et culturelles ainsi que l'exclusion sociale, mais également à renforcer l'état de droit et l'intégration des questions environnementales aux politiques et aux stratégies sectorielles de développement. Comme dans la plupart des pays, le dossier de l'égalité des sexes est celui qui a enregistré les progrès les plus lents.

Ce à quoi j'ai fait référence appelle une augmentation considérable des ressources investies dans les programmes scientifiques, d'éducation et de recherche, dans les projets de gestion et d'utilisation de technologies plus propres et dans la mise en place d'une société d'information et de communication. Parmi ces initiatives, je tiens à en souligner une qui revêt une importance particulière et que le Monténégro met en œuvre avec une grande réussite, en collaboration avec les organisations du système des Nations Unies. Le Monténégro participe au programme Unis dans l'action, le système d'activités globales de l'ONU qui permet aux institutions des Nations Unies et au Gouvernement de tirer le meilleur parti des capacités aux niveaux local et régional.

Le Monténégro s'emploie aussi particulièrement à instaurer de bonnes relations avec ses voisins et à promouvoir la coopération régionale sur une base institutionnelle. À cet égard, le Monténégro appuie pleinement l'engagement renouvelé de l'Union européenne et des pays développés à augmenter et à améliorer l'aide fournie aux pays en développement et à accorder une plus grande attention aux pays, aux régions et aux objectifs qui sont le plus en retard.

Les problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés offrent à la communauté internationale une occasion exceptionnelle d'entreprendre une action cohérente, nécessaire et opportune. Nous considérons donc la présente réunion de haut niveau comme une occasion de souligner une nouvelle fois la nécessité de tenir la promesse faite en ces lieux il y a 10 ans. Dans le cadre de cette importante mission, le Monténégro sera un partenaire fiable et responsable. Nous approuvons donc l'adoption du projet de document final (A/65/L.1), car il renouvelle notre engagement et notre volonté évidente de réaliser pleinement les objectifs à tous les niveaux.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Victor Bodiou, Ministre d'État de la République de Moldova.

**M. Bodiu** (République de Moldova) (*parle en anglais*): D'entrée de jeu, je tiens à remercier le Secrétaire général d'avoir convoqué la présente Réunion plénière de haut niveau, qui nous fournit une plate-forme pour partager nos connaissances et nos meilleures pratiques sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) au cours des 10 dernières années et décider des mesures à prendre en priorité pour accélérer la réalisation des OMD au cours des cinq prochaines années.

Nous approuvons pleinement les dispositions du projet de document final de la Réunion plénière de haut niveau (A/65/L.1) et attendons avec impatience sa mise en œuvre.

La République de Moldova a intégré les objectifs du Millénaire pour le développement à sa stratégie nationale de développement et à ses plans sectoriels en se fixant des objectifs clairs et mesurables et en créant des indicateurs pour évaluer les résultats de ses politiques nationales. Il y a deux semaines, en présence de M<sup>me</sup> Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le Développement et Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement, nous avons publié notre deuxième rapport sur la réalisation des OMD, qui présente une analyse précise des progrès accomplis et fixe les objectifs à atteindre d'ici à 2015.

Au cours des dernières années, la République de Moldova a enregistré des progrès mitigés mais généralement encourageants dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La majorité des indicateurs montrent une progression, même si dans certains domaines, les progrès sont toujours insuffisants pour atteindre tous les objectifs fixés.

Malgré le fait que la République de Moldova ne se soit pas encore remise de la crise économique mondiale et qu'elle ait été durement touchée par des inondations en juillet, le Gouvernement est déterminé à préserver les progrès accomplis dans le cadre des objectifs déjà réalisés et à accélérer progressivement son action afin d'atteindre tous les objectifs nationaux d'ici à 2015. Les dirigeants moldaves ont la vision, les moyens et la détermination pour atteindre ces objectifs.

La République de Moldova a, en pleine crise économique, accompli des progrès notables en matière de réduction de la pauvreté. Le Gouvernement a réussi à arrêter l'augmentation de l'extrême pauvreté et de la pauvreté absolue, et même à inverser la tendance grâce

à l'application efficace et à l'expansion d'un programme d'assistance sociale axé sur les besoins et en facilitant l'accès des plus vulnérables à l'assurance maladie obligatoire.

Notre pays a réussi à faire baisser la mortalité infantile et maternelle. Le niveau de pénétration des technologies de l'information s'est amélioré. Nous avons également obtenu de bons résultats en ce qui concerne la prise en compte de la problématique hommes-femmes, la lutte contre le trafic de personnes et la violence domestique et l'augmentation de la participation des femmes à la prise de décisions.

La République de Moldova reste confrontée à des problèmes qui l'empêchent de réaliser l'intégralité des objectifs du Millénaire pour le développement, mais nous allons nous inspirer des politiques couronnées de succès et de nos acquis pour accélérer les progrès dans d'autres domaines.

La République de Moldova suit un processus de transformation qui nécessite une démarche globale afin d'établir des priorités de développement et de retenir les solutions les plus efficaces et les plus équitables. Le changement est le fruit de programmes détaillés aux effets multiples et d'interventions ciblées dans des domaines spécifiques.

Notre gouvernement élabore actuellement un plan pour accélérer la réalisation des OMD, plan qui traduira en actions concrètes les recommandations de notre deuxième rapport national. Nous sommes déterminés à promouvoir les politiques sectorielles pour cibler des domaines où les indicateurs montrent que nous avons moins bien réussi dans la réalisation des OMD. Nos priorités absolues sont d'améliorer l'éducation sanitaire dans les écoles, de garantir une couverture plus étendue du réseau de protection sociale, d'élargir les programmes de protection de l'environnement, d'utiliser au mieux les infrastructures scolaires et hospitalières et de garantir une meilleure intégration sociale des groupes vulnérables.

Le Gouvernement moldave tient à faire part de sa gratitude aux organismes et au Bureau des Nations Unies présents dans le pays ainsi qu'à nos partenaires de développement pour l'appui que nous avons reçu aux fins de la mise en œuvre des OMD, de son suivi et de l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. Je tiens à souligner que nous nous félicitons du partenariat étroit qui réunit depuis plus de deux décennies la République de Moldova, la Banque mondiale et l'Association internationale de

développement (IDA). Nous appelons les pays donateurs à apporter un soutien généreux à l'IDA pendant le cycle actuel de reconstitution de ses ressources afin que celle-ci puisse rester un partenaire solide des pays en développement, tels que la République de Moldova, qui cherchent à atteindre les OMD.

Le Gouvernement moldove réaffirme sa volonté d'œuvrer en commun à la promotion de la progression économique et sociale de tous.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Je donne maintenant la parole à S. E. M<sup>me</sup> Micheline Calmy-Rey, Conseillère fédérale et Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse.

**M<sup>me</sup> Calmy-Rey (Suisse) :** Le tournant du millénaire fut une belle et bonne époque. L'optimisme régnait. La communauté des États partait vers de nouveaux horizons. L'économie était florissante. Presque tout semblait possible, même relever le plus grand des défis mondiaux, réduire la pauvreté. Les objectifs du Millénaire pour le développement sont le reflet d'un consensus historique. Ils ont orienté les volontés politiques et les flux financiers vers la résolution d'un problème qui reste et qui doit rester crucial pour nous, les pays les plus prospères de la planète.

Si aujourd'hui je mets un bémol à l'euphorie d'alors, c'est qu'en dépit des succès enregistrés dans bien des domaines, nous n'avons pas atteint ce que nous voulions atteindre. Les progrès dans la réduction du nombre de personnes pauvres à travers le monde, l'accès à l'éducation primaire et à l'eau potable, l'égalité des sexes sont insuffisants.

Il est vrai, la pauvreté a diminué dans plusieurs grands pays émergents. Mais le facteur déterminant n'a pas été l'aide au développement. Est-ce que nous autres, pays donateurs, faisons fausse route? N'en faisons-nous pas assez? Les gouvernements de nos États partenaires n'en font-ils pas assez? Le système international de production et de commerce est-il conçu en défaveur des pays les plus pauvres? Autant de questions auxquelles nous devrions pouvoir répondre.

Une approche plus réfléchie démontre que la majorité des pays et des régions les plus en retard dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sont caractérisés par la fragilité des structures étatiques, par des conflits ou par un niveau élevé de violence armée. En tout état de cause, des

mesures adaptées à ces situations doivent être mises en œuvre, tant pour assurer les services de base dans ces contextes difficiles que pour combattre les causes des conflits et de la violence, et pour assurer le rétablissement d'une paix durable, de l'état de droit et du fonctionnement des institutions nationales.

Mais peut-être nous sommes-nous donné une tâche impossible. Peut-être le lien entre la réalisation des objectifs du Millénaire et les objectifs du développement n'est-il pas aussi direct qu'il n'y paraît. Dans notre monde globalisé, la cause du développement demande un partenariat basé sur la réciprocité. Dans ce cadre, les donateurs ont la responsabilité de soutenir les efforts des pays pauvres d'une manière transparente, prévisible et en accord avec leurs politiques nationales. Les autorités de ces derniers sont quant à elles responsables d'assurer des politiques efficaces, participatives et démocratiques.

Peut-être avons-nous sous-estimé l'importance des droits humains dans la réalisation des objectifs du Millénaire. La réalisation de ces derniers exige l'effort d'intégrer tous les groupes sociaux. Or, dans bien des cas, nombre de personnes sont exclues ou marginalisées, souvent des femmes, souvent des minorités. Le respect des droits humains, la non-discrimination, le droit de participer à la vie politique, économique et sociale du pays sont absolument fondamentaux si nous voulons atteindre les objectifs du Millénaire.

Peut-être nous sommes-nous trop concentrés sur les symptômes et pas assez sur les causes de la pauvreté et de la misère. Aider les personnes en détresse, c'est bien et c'est solidaire. Reste que le développement – nous le savons – c'est bien plus que cela. Le développement, c'est créer les bases économiques permettant d'améliorer le bien-être de tous et de toutes. C'est aussi, pour un pays pauvre, définir une stratégie et se positionner dans la chaîne de production et le commerce global et régional, c'est augmenter la production agricole et améliorer la sécurité alimentaire. C'est encore offrir aux secteurs privés local, régional et transnational les règles d'un état de droit. C'est, enfin, augmenter les revenus des collectivités par une imposition fiscale adéquate des entreprises et des particuliers, afin que les prestations étatiques en matière de santé et d'éducation puissent être financées.

En l'an 2000, le changement climatique n'était pas au centre des débats sur le développement. Il en va

très différemment aujourd'hui. Nous savons qu'au-delà de nécessaires mesures de mitigation, l'adaptation aux changements climatiques occupe désormais une place prépondérante dans notre travail, particulièrement dans les pays en développement. Le risque est réel qu'une modification des conditions climatiques engendre une migration forcée dans de nombreux pays, conjuguée avec des conflits potentiels pour l'accès à l'eau et aux terres arables. Pour éviter d'en arriver là, il convient d'estimer les risques dans chaque pays, de préparer l'intervention en cas de catastrophe et de manifester notre disposition à intervenir dans une situation de détresse.

Dans ce contexte, des efforts accrus doivent être faits pour stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et pour réaliser les objectifs de la Convention-cadre sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto. L'importance, à ce titre, de la définition d'objectifs crédibles et réalisables pour la période au-delà de 2012 est absolument essentielle, je le crois, nous ne le répéterons jamais assez.

Je pense que la coopération internationale va au-devant d'importants changements. La réussite économique de la Chine, de l'Inde, du Brésil et d'autres pays émergents nous force à reconnaître l'évidence : les limites de ce qui est écologiquement supportable seront rapidement atteintes si 7 milliards de personnes devaient consommer autant de CO<sub>2</sub>, d'eau et d'autres ressources naturelles que nous le faisons déjà aujourd'hui dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. La justice et l'équité, que l'on considérait comme des questions purement éthiques, deviennent aujourd'hui des impératifs de réalpolitik. La répartition des ressources entre les habitants de la planète doit devenir réellement équitable. La transition vers une économie verte est plus que jamais nécessaire et urgente.

Atteindre les objectifs du Millénaire reste une préoccupation. La Suisse continuera à s'engager pleinement dans ce sens. L'aide au développement de notre pays se concentre essentiellement sur les pays les plus pauvres et l'atteinte des objectifs du Millénaire.

Si j'ai beaucoup parlé de développement, j'ai mes raisons : je pense que dans les cinq années à venir – et au-delà de 2015 –, la communauté internationale doit parler plus ouvertement et plus directement des causes de la stagnation du développement et de sa lenteur et définir ses objectifs futurs en conséquence.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Je donne maintenant la parole à M. Bhim Bahadur Rawal, Ministre de l'intérieur du Népal.

**M. Rawal (Népal) (*parle en anglais*) :** Les engagements solennels pris par les dirigeants mondiaux dans la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2) puis dans le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1) jettent les bases d'un partenariat mondial en vue d'offrir à tous un avenir meilleur. À l'aube de ce millénaire, nous nous sommes engagés collectivement à réduire la pauvreté et la faim, à améliorer la santé et promouvoir l'éducation et à limiter les dégâts causés à l'environnement au moyen d'un partenariat mondial.

Au fil des années, nos efforts ont donné des résultats mitigés, avec des succès et des échecs. Les progrès ont toutefois été inégaux sur les plans national et international. En particulier, les pays les moins avancés (PMA), en tant que groupe, accusent un retard considérable. Compte tenu de la généralisation de la pauvreté et de la faim déshumanisantes ainsi que des contraintes structurelles sclérosées dans les pays les moins avancés, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne peuvent être atteints sans les PMA.

Les politiques et programmes de développement du Népal intègrent pleinement les cibles des OMD. Si des différences existent à différents niveaux, le Népal est sur la bonne voie et de bons résultats ont été obtenus en ce qui concerne la réalisation de certaines cibles des OMD 1, 4, 5 et 7. Il faut intensifier les efforts pour atteindre certaines cibles des OMD 2 et 3. Nous sommes aux prises avec des difficultés considérables pour ce qui est de la réalisation des cibles visant à assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun de trouver un travail décent et productif, à rendre l'accès à la médecine procréative universel et, entre autres cibles clefs de l'OMD 7, à garantir l'accès à de meilleurs services d'assainissement. Ces cibles ne pourront être atteintes sans un renforcement des mesures d'appui et une nouvelle action de la communauté internationale.

Plusieurs programmes nationaux donnent de bons résultats, notamment des partenariats visant à éliminer la pauvreté, la gestion locale des écoles et des forêts, les mesures d'incitation liées à l'éducation en faveur des enfants, filles et garçons, issus de communautés pauvres, marginalisées et défavorisées, les campagnes d'alphabetisation des adultes, le régime de sécurité

sociale, les programmes de développement ciblés, les programmes de vaccination et de santé maternelle ainsi que l'affirmation progressive des droits de la femme, y compris le droit à la santé reproductive. La promotion des sources d'énergie renouvelables et de remplacement, ainsi que la gouvernance participative et sans exclusive, font partie des mesures et programmes qui se sont révélés utiles dans notre expérience nationale.

La pauvreté et la faim, aggravées par l'insécurité alimentaire persistante, demeurent un obstacle fondamental à nos efforts de développement. Afin de surmonter cet obstacle, il est nécessaire d'adopter des approches novatrices assorties d'institutions robustes, de ressources adéquates, de programmes engagés, d'un partage juste et équitable des ressources mondiales et, par-dessus tout, d'un partenariat mondial plus fort et plus impliqué. L'approche habituelle ne suffira pas pour traiter les causes profondes et les aspects pluridimensionnels des problèmes de développement.

Les pays les moins avancés et enclavés, comme le Népal, sont confrontés à d'autres difficultés sérieuses. Le cercle vicieux engendré par les effets des crises alimentaire, énergétique, économique et financière, qui s'accroissent et se renforcent mutuellement, et auxquels s'ajoutent les impacts néfastes et disproportionnés des changements climatiques, comme la fonte des glaciers dans l'Himalaya et ailleurs, les conditions météorologiques irrégulières et les inondations, a sérieusement limité nos efforts en vue d'atteindre les OMD.

En raison de leur degré élevé de vulnérabilité et des fortes contraintes structurelles, les PMA diffèrent des autres groupes de pays. Par conséquent, nous tenons à souligner que la communauté internationale doit prendre ce fait totalement en compte et lui accorder une attention prioritaire au moment de prendre des décisions sur les mesures d'appui international, y compris l'allocation de ressources.

Un partenariat mondial pour le développement est d'une importance vitale pour tous. Dans ce contexte, nous appelons au respect de toutes les promesses officielles d'aide au développement qu'ont faites les pays développés, et ce de manière prévisible, transparente et responsable. De même, il est nécessaire que les politiques économiques et de développement internationales soient cohérentes, pour garantir une incidence positive globale et cumulative sur les efforts de développement dans les pays en développement et

les pays les moins avancés. Les PMA n'ont pas pleinement récolté les fruits de la mondialisation. Il faudra pour cela appliquer rapidement et efficacement les dispositions relatives au commerce pour les PMA, procéder à la réduction effective et durable de la dette, faciliter l'investissement étranger direct et les transferts technologiques vers les PMA.

Le leadership et le contrôle du processus de développement au plan national, ainsi que la paix et la stabilité, sont fondamentaux pour garantir le développement durable dans tous les pays. Mais il est vrai aussi que, compte tenu des contraintes de ressources et des énormes défis auxquels sont confrontés les PMA, rien ne saurait remplacer un partenariat mondial plus solide.

Ce sommet doit donner la preuve d'une forte volonté politique accompagnée d'un engagement de même intensité à tirer le parti maximal des ressources nécessaires, afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des OMD d'ici à 2015 et, en particulier, dans les pays les plus vulnérables, comme les PMA. Tout comme le Secrétaire général l'a indiqué à juste titre, l'échec de la réalisation des OMD serait inacceptable d'un point de vue aussi bien moral que pratique. Atteindre les OMD est donc vital, dans l'intérêt plus vaste de la promotion de la paix durable, de la stabilité et de la prospérité dans le monde.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Je donne maintenant la parole à S. E. M. Kasit Piromya, Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande.

**M. Piromya (Thaïlande) (parle en anglais) :** Pendant la décennie qui a suivi l'adoption de la Déclaration du Millénaire, les situations régionales et internationale ont profondément évolué, faisant apparaître plusieurs menaces et obstacles à notre développement. Au cours des années passées, il y a eu une suite de crises, des crises alimentaire et énergétique à la crise financière, qui ont toutes fait régresser nos efforts de développement. Outre ces crises, les changements climatiques sont apparus comme une menace de plus à la sécurité humaine. Parmi leurs effets négatifs, il faut inclure des catastrophes naturelles plus graves et plus fréquentes, qui ont un effet négatif sur la vie de tous à travers le monde. Il est évident que nous nous trouvons au cœur de l'une des conjonctures les plus critiques pour la race humaine.

D'ici à 2015, année butoir pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD),

il y aura plusieurs événements repères liés au développement durable, notamment les négociations sur les changements climatiques et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2012. Il nous faut assembler les pièces de ce puzzle afin de veiller à ce que les objectifs de développement adoptés au niveau international soient mis en œuvre durablement. À cet égard, je voudrais faire part des réflexions suivantes, fondées sur les expériences du Gouvernement thaïlandais.

Premièrement, la bonne gouvernance est essentielle à la création d'un gouvernement efficace qui peut garantir que le peuple bénéficiera équitablement des stratégies de développement. Il importe de décentraliser l'administration publique, notamment de bien gérer le budget et d'assurer la cohérence du travail entre les niveaux national, régional et local. Les plans de développement au niveau provincial doivent être en accord avec les plans stratégiques nationaux et régionaux. En Thaïlande, nous avons aussi mené des projets pilotes pour assurer le suivi de la réalisation des OMD au niveau provincial afin de garantir que les bénéfices du développement soient distribués équitablement au sein de la communauté. Il est aussi important de reconnaître le rôle de la société civile, qui peut jouer un rôle vital dans la pratique de la bonne gouvernance à tous les niveaux. Il se trouve qu'avant de venir à l'Assemblée générale, j'ai participé à une réunion fructueuse avec des groupes venus du monde universitaire et de la société civile en Thaïlande, afin de débattre et d'échanger nos vues sur la manière dont la Thaïlande doit poursuivre sur la voie du développement pour que la population en récolte les fruits, au-delà des objectifs et de la date d'échéance fixés pour les OMD.

Deuxièmement, le programme de développement doit prendre avant tout en considération la population. Le Gouvernement du Royaume de Thaïlande estime que le peuple est la ressource nationale la plus importante et la plus précieuse. C'est pourquoi nous avons concentré notre programme de développement sur la sécurité humaine et le développement humain. S'agissant de la sécurité humaine, nous avons mis en place plusieurs politiques sociales, notamment des filets de sécurité sociale et des politiques de santé publique, pour garantir un accès large aux services de sécurité sociale et à la couverture de soins de santé. Les politiques économiques relatives à l'agriculture et à l'industrie sont également importantes pour permettre

de réduire la pauvreté et la faim et, en particulier, d'assurer la sécurité alimentaire.

En ce qui concerne le développement humain, nous nous sommes axés sur l'éducation et la formation au développement des compétences techniques. Le système éducatif a été réformé de manière à permettre un processus d'apprentissage pendant toute la vie et un accès universel à une éducation égalitaire, gratuite de la maternelle au lycée. De plus, le Gouvernement a aussi relevé les normes de formation professionnelle et tertiaire, et a mis au point des formations destinées aux travailleurs de tout niveau, en vue d'élargir leurs connaissances et compétences pour s'adapter aux changements technologiques et répondre à la demande du marché.

Troisièmement, il est essentiel de renforcer la coopération internationale pour que les pays en développement puissent suivre les tendances du développement et ne prendre aucun retard dans la réalisation des OMD et des autres objectifs de développement adoptés au niveau international. La coopération internationale – qu'il s'agisse de la traditionnelle coopération Nord-Sud, de la coopération Sud-Sud ou d'une coopération trilatérale – doit être axée sur la demande pour que l'aide réponde parfaitement aux besoins. La coopération internationale, en particulier l'échange de connaissances et de compétences, ainsi que le transfert de technologies et de connaissances technologiques performantes et appropriées pour aider les pays en développement à faire face aux effets néfastes des changements climatiques, sont également critiques. Cette coopération permettrait aux pays en développement de s'adapter et de mettre en œuvre leurs plans de développement pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

En mettant l'accent sur l'être humain, notre coopération pour le développement tient pleinement compte de l'importance de la sécurité humaine et du développement humain. Par conséquent, nous avons privilégié trois secteurs principaux dans nos programmes de coopération pour le développement : le développement agricole pour assurer la sécurité alimentaire, l'amélioration des services de santé pour assurer le bien-être des populations et leur accès aux services de santé et le développement des ressources humaines afin de promouvoir le renforcement des capacités des personnes et le développement de petites et moyennes entreprises, en vue de fournir et de créer des emplois.

Quatrièmement, il importe non seulement de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, mais également d'assurer des progrès durables en matière de développement. Nous devons envisager la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans une perspective plus stratégique en décidant de faire de certains objectifs, comme l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, des cibles à atteindre dans l'immédiat. La réalisation de certains objectifs peut faciliter la réalisation d'autres, ce qui, de façon plus générale, rendrait les objectifs du Millénaire pour le développement plus réalisables.

Pour une viabilité à long terme, il est crucial, au-delà des objectifs du Millénaire pour le développement, de s'acheminer vers un développement durable. Étant donné les changements climatiques, nous devons veiller à ce que nos processus de développement contribuent à renforcer la croissance économique et la bonne gouvernance, dans l'intérêt de tout le monde, tout en prévenant la dégradation environnementale de nos pays à l'avenir.

Pour terminer, je voudrais réitérer que pour poursuivre le développement durable sur la base de ces trois piliers – le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement –, une mutation de la conception du développement vers une croissance plus équilibrée, sans exclusive et respectueuse de l'environnement s'impose.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Je donne maintenant la parole à M. Christian Onyebuchi Chukwu, Ministre de la santé de la République fédérale du Nigéria.

**M. Chukwu (Nigéria) (*parle en anglais*) :** Cet après-midi, je transmets à tous les salutations et meilleurs vœux de M. Jonathan Ebele Goodluck, Président et commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria, et je vais faire la déclaration suivante en son nom.

La présente réunion nous offre l'occasion de faire le point des engagements que nous avons pris il y a une décennie d'améliorer considérablement et fondamentalement les conditions de vie des pauvres. Il ne fait aucun doute que le temps écoulé a été marqué par diverses expériences et nous aidera à renouveler notre consensus et nos engagements, ainsi qu'à redoubler de détermination, aux niveaux mondial et national. Ce sommet est certainement le moment

propice de rendre compte des progrès réalisés et des défis rencontrés dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et d'évoquer les possibilités s'agissant de leur réalisation.

Nous sommes très heureux de participer à la présente réunion, dans l'objectif principal de remettre le moteur en marche, de redynamiser nos engagements et de réorienter le programme mondial en vue de l'objectif ultime, qui est de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Je félicite le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de l'impulsion qu'il a donnée en lançant la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants dans le cadre d'efforts visant donner un nouvel élan à nos engagements. Cette initiative est une suite heureuse donnée à la Déclaration de Muskoka du Groupe des Huit sur la renaissance, et est pleinement compatible avec le plan d'action de l'Union africaine sur la santé maternelle, infantile et néonatale en Afrique jusqu'en 2015.

Depuis l'an 2000, le Nigéria a intégré ses programmes et interventions liés aux objectifs du Millénaire pour le développement dans le processus périodique de planification et de préparation du budget pour le développement. Ceci a renforcé davantage la position du Nigéria dans les négociations sur l'allègement de la dette, et les ressources libérées ont été directement affectées à des activités en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement depuis 2005. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont été pleinement intégrés dans les stratégies nationales de développement à moyen et à long terme. Le Gouvernement a également introduit des initiatives innovatrices pour réduire la pauvreté et améliorer la fourniture des services publics dans le cadre des programmes novateurs comme le Virtual Poverty Fund, qui inventorie les fonds provenant de l'allègement de la dette affectés à la réduction de la pauvreté et suit quelle utilisation en est faite. Par ailleurs, à l'heure actuelle, l'enseignement de base est obligatoire et gratuit et il existe des transferts monétaires assortis de conditions pour des populations vulnérables à titre de protection sociale, ainsi que des programmes de prêts assortis de conditions par le biais des subventions de l'État fédéral pour appuyer les investissements des États et des gouvernements locaux dans des activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ces programmes traduisent notre résolution à réaliser les objectifs du Millénaire pour le

développement et à faire du Nigéria l'une des 20 plus grandes économies du monde d'ici à 2020.

En dépit de notre ferme détermination à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, jusqu'à présent, les progrès accomplis ont été mitigés. S'il est vrai que des progrès réels ont été accomplis par rapport à notre situation en 2000, il reste des défis importants à relever. Pour chaque objectif du Millénaire pour le développement, des succès ont été enregistrés, malgré les différences qui existent entre et parmi les objectifs et les indicateurs. Nous avons connu une croissance économique importante, avec des taux moyens de croissance du produit intérieur brut de 6,5 % ces cinq dernières années. L'amélioration récente de la productivité agricole a également des incidences sur la proportion des enfants souffrant d'insuffisance pondérale, qui est passée de 35,7 % en 1990 à 23,1 % en 2008.

Toutefois, force est de reconnaître que nous n'avons pas encore accompli de progrès suffisants dans la réduction de la pauvreté. Nous avons donc reconnu la nécessité d'une croissance plus équitable et plus élargie afin de faciliter une véritable réduction de la pauvreté dans le pays.

Il est encourageant de noter que près de 90 % d'enfants sont inscrits à l'école, mais nous reconnaissons également que les taux d'achèvement d'un cycle complet d'études primaires varient considérablement au niveau des États. Soit dit par parenthèse, les taux d'inscription des filles dans l'enseignement primaire se sont améliorés progressivement, mais pas assez pour atteindre les cibles fixées. De la même manière, même si peu de femmes occupent actuellement des postes politiques, la mise en œuvre de nouvelles politiques devrait permettre de régler des problèmes importants dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Je tiens à indiquer que le Nigéria est en bonne voie de réaliser l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la mortalité infantile, étant donné qu'entre 2003 et 2008, les taux de mortalité infantile ont diminué, passant de 100 à 75 décès pour 1 000 naissances vivantes. Parallèlement, dans la même période, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a baissé, passant de 201 à 157 décès pour 1 000 naissances vivantes.

Cependant, le problème de la santé maternelle a été le plus inextricable et le plus difficile, vu que pendant la plus grande période des années qui ont suivi le lancement des objectifs du Millénaire pour le développement, le Nigéria avait l'un des taux les plus élevés de mortalité maternelle au monde, avec environ 880 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes. Néanmoins, les dernières données dont nous disposons laissent croire que nos investissements ont permis de réaliser de progrès importants, étant donné que le taux de mortalité maternelle a chuté, et s'élève maintenant à 545 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes.

Nous sommes déterminés à enregistrer des progrès plus rapides. Depuis 2009, nous avons déployé 2 488 sages-femmes dans le pays, dans le cadre du « Midwifery Services Scheme », dont le but est d'augmenter la proportion des accouchements assistés par du personnel de santé qualifié. Ceci permettra d'accélérer davantage les progrès en matière d'amélioration de la santé maternelle. De la même manière, nous avons lancé un programme d'assurance médicale communautaire, destiné à améliorer l'accès des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans, aux soins de santé en particulier au niveau local, ainsi que la fourniture de ces soins.

Nous avons également fait des progrès notables en ce qui concerne d'autres maladies. Avec une réduction de 99 % des cas de poliomyélite entre 2009 et 2010, cette maladie est manifestement sur le point d'être éradiquée.

De même, la prévalence du VIH/sida a baissé de 5,8 % en 2001 à 4,2 % en 2008. Deux fois plus de personnes qui souffrent du VIH/sida reçoivent un traitement, la proportion passant de 16,7 % en 2007 à 34,49 % en 2008. Nous distribuons actuellement dans tout le pays 63 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée, ce qui aura un impact sur l'incidence du paludisme. Des ressources en provenance d'un financement mondial et bilatéral ont également joué un rôle clef, et le Gouvernement nigérian est reconnaissant de ces contributions.

Je dois reconnaître que notre environnement reste gravement menacé. Entre 2000 et 2010, nos zones forestières ont diminué d'un tiers, tombant de 14,4 % à 9,9 % de la superficie terrestre du pays. L'approvisionnement en eau potable et l'assainissement restent un problème et contribuent à la résurgence perpétuelle d'épidémies fort graves dans certaines régions du pays. Le gouvernement actuel

reste déterminé à redresser la situation et à continuer de participer aux débats de la quinzième Conférence des Parties sur les changements climatiques.

Sur le plan macroéconomique, l'allègement de la dette négocié par le Nigéria en 2005 a eu un impact très positif sur le pays. Le coefficient du service de la dette a baissé de 15,2 % des exportations en 2005 à seulement 0,55 % en 2009. Les innovations et les améliorations introduites en permanence dans les domaines de la gouvernance, de la transparence et des politiques permettront probablement de progresser plus vite dans la réalisation des OMD. Il faut néanmoins reconnaître que nous aurons besoin d'un appui supplémentaire au moment où nous nous efforçons d'assurer la coordination d'un système fédéral complexe, de résoudre divers problèmes (coordination qui est loin d'être optimale; difficultés en matière d'infrastructure et de ressources humaines, et énormes déficits de financement) et de faire face à des chocs extérieurs tels que les crises financière et alimentaire ou les changements climatiques.

Je tiens également à ajouter que mesurer les progrès réalisés est en soi problématique. On ne commence que maintenant à s'attaquer au problème des lacunes dans les données, et l'absence ou l'incertitude des données de base ont rendu difficile d'évaluer les progrès réalisés sur certains indicateurs. D'énormes variations entre nos unités sous-nationales, qui doivent chacune faire face à des problèmes différents et qui ont leurs propres priorités, ont rendu particulièrement difficile la communication d'un message national sur les OMD. Il règne un grand scepticisme sur la possibilité d'atteindre les OMD, du fait de la relativité des objectifs qui met à rude épreuve des pays tels que le Nigéria, partis de données de base très faibles.

Nous avons pris certaines mesures pour faire face à ces défis. Nous avons préparé une nouvelle feuille de route stratégique assortie de délais pour les cinq prochaines années afin d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Nigéria, et nous sommes fermement attachés à sa mise en œuvre. Cette stratégie est inséparable de la vision du Nigéria à moyen et long terme, la Vision nationale 20-2020 qui a pour but de transformer le Nigéria en l'une des 20 premières économies du monde d'ici à 2020. La stratégie est fondée sur quatre impératifs : l'amélioration de la gouvernance et la mise en place d'un climat de transparence; le renforcement de la coordination et de la coopération entre les trois niveaux

et les trois branches du Gouvernement; la mobilisation et l'engagement de toutes les communautés et de tous les acteurs importants dans la réalisation des OMD; et l'intégration efficace des OMD dans toutes les visions et tous les plans de développement national et sous-national.

Nous tenons à réaffirmer les positions énoncées par l'Union africaine à Kampala et lors de la discussion sur les OMD qui s'est tenue à Kigali sous les auspices du Président Paul Kagame, du Rwanda, en sa qualité de Coprésident du Groupe de sensibilisation du Secrétaire général sur les OMD. Il est important que nos partenaires internationaux honorent leurs engagements dès aujourd'hui si nous voulons accélérer les progrès vers la réalisation des OMD d'ici à 2015. Nous sommes certains de pouvoir progresser dans la réalisation des OMD si nous travaillons plus efficacement et en plus étroite coordination avec nos partenaires à utiliser les ressources mondiales. À mesure que nous avançons dans la réalisation de ces initiatives, nous demandons à la communauté internationale d'avoir confiance en notre approche et de nous appuyer en ce moment critique où nous redoublons d'efforts pour atteindre les OMD.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Je donne maintenant la parole à S. E. M<sup>me</sup> Patti Londoño, Vice-Ministre des affaires multilatérales de la Colombie.

**M<sup>me</sup> Londoño (Colombie) (parle en espagnol) :** Cette réunion nous permet d'examiner les progrès accomplis, d'identifier les lacunes et de convenir d'un programme de mesures concrètes pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et d'autres objectifs de développement adoptés au niveau international, tout en tenant compte du fait qu'il ne reste que cinq ans pour respecter l'échéance des objectifs du Millénaire. Nous sommes néanmoins bien conscients que notre travail et celui de l'ONU ne s'arrêteront pas là.

En Colombie, les objectifs du Millénaire pour le développement sont un élément essentiel de la politique sociale et de la politique de développement. Ils font partie intégrante de notre stratégie de réduction de la pauvreté et de promotion de l'équité. La Colombie est l'un des trois pays auxquels on a demandé de présenter les progrès qu'ils ont faits, lors d'une réunion spéciale du Programme des Nations Unies pour le développement sur les façons d'accélérer la réalisation des OMD, dans le cadre de ce sommet. Le président Juan Manuel Santos Calderón présentera à

la communauté internationale les résultats que nous avons obtenus dans ce domaine. Il suffit de mentionner ici qu'au cours des sept dernières années, plus de 2,5 millions d'enfants de plus ont été inscrits à l'école primaire, nous permettant ainsi d'avoir une scolarisation universelle.

Aujourd'hui, nous souhaitons seulement partager une expérience particulière. En Colombie, l'Alta Guajira, au nord du pays, est l'exemple d'un projet réussi qui a permis à la communauté autochtone Wayuu de réaliser des progrès d'ensemble sur le plan social grâce à l'élaboration d'une méthodologie, fruit de son propre génie, qui a intégré depuis le début jusqu'à la fin du projet les efforts de la communauté, des autorités locales et régionales et du Gouvernement national. Ces efforts ont été soutenus par la Corporación Andina de Fomento. En trois ans, avec un investissement total de 40 millions de dollars et une administration très efficace, les coûts administratifs ne dépassant pas 0,77 %, nous avons pu transformer la vie de 100 000 personnes grâce à des solutions globales recouvrant les domaines de l'eau potable, de l'éducation, de la santé, de l'inscription sur les listes électorales, des énergies propres et de la connectivité.

Pendant le premier mois de la présidence Santos, nous avons invité les institutions du système des Nations Unies présentes dans notre pays à participer à un projet pilote dans 20 municipalités. Nous les avons invités à unir leurs efforts, leurs ressources, leurs initiatives et leurs projets – dispersés dans tout le pays, ce qui les empêche d'obtenir l'impact souhaité sur le long terme – dans le cadre d'une stratégie commune utilisant la méthodologie appliquée dans l'Alta Guajira. Avec cette invitation, nous voulions démontrer d'une part que les institutions des Nations Unies peuvent réaliser l'objectif de cohérence du système et travailler ensemble dans la même direction, pour ne pas gaspiller de ressources et obtenir des résultats durables. Nous voulions d'autre part mettre en œuvre, avec le Gouvernement, un projet de développement local qui aura un impact social important sur les communautés bénéficiaires qui contrôlent leur propre développement.

Nous sommes convaincus que des interventions sociales globales permettront de transformer les conditions de vie des populations et donc de les engager sur la voie durable de l'éradication de la pauvreté et de la cohésion sociale. Nous pensons qu'une approche systémique, accompagnée de mesures et de politiques visant à répondre à très court terme aux besoins en matière d'eau, de logement, d'éducation, de

santé, d'inscription sur les listes électorales, d'énergie et de communications pour des populations entières, est pertinente et sera couronnée de succès.

Nous sommes prêts à partager notre méthodologie de développement local et l'initiative que nous avons mise en place avec le système des Nations Unies, et nous espérons qu'elle sera couronnée de succès.

**Le Coprésident (M. Deiss) :** Je donne maintenant la parole à S. E. M. Khalid Abdalrazaq AlNafisee, Représentant permanent de l'Arabie saoudite.

**M. AlNafisee (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) :** J'ai le plaisir, à l'occasion de cette importante Réunion plénière de haut niveau, de transmettre à l'Assemblée les salutations de S. M. le Roi Abdallah Ben Abdelaziz Al Saoud, au nom duquel j'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée.

La présente réunion représente une occasion importante d'examiner et de promouvoir les efforts nationaux et internationaux visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), particulièrement à l'approche de l'échéance de 2015. À cet égard, le Royaume d'Arabie saoudite a publié cet été son cinquième rapport sur les OMD, qui reflète notre suivi annuel de la mise en œuvre des OMD. Les cinq rapports suivent les progrès accomplis et décrivent les importants efforts consentis pour atteindre les objectifs. Ils consignent également nos activités de développement au titre du huitième plan quinquennal du Royaume, qui couvre la période 2005-2009, et du neuvième plan, pour la période 2010-2014.

Les OMD sont intégrés à notre système national d'objectifs et de plans, qui inclut des dimensions socioéconomiques et organisationnelles. Les cinq rapports sur les OMD assurent le suivi des progrès accomplis et sont structurés de manière à couvrir quatre aspects.

Le premier aspect concerne la complémentarité du développement durable et des OMD, renforcée par les plans de développement, en particulier les huitième et neuvième plans quinquennaux. Pierre angulaire de notre approche, ces deux plans ont clarifié notre vision stratégique et nos efforts pour organiser et mobiliser les ressources humaines et financières requises pour atteindre les OMD. Ils reflètent l'harmonie entre les partenariats locaux et internationaux, dont le but est de mettre en place un monde de paix, de sécurité et de développement, dans le cadre des OMD.

Le second aspect concerne le renforcement des infrastructures nécessaires pour atteindre les OMD. Nous disposons de quatre modèles qui illustrent les efforts extensifs déployés à ce titre : l'accroissement de la participation des femmes à l'économie; la mise au point de mécanismes institutionnels pour réduire le chômage; l'élargissement du champ des technologies de l'information et de la communication, conformément aux décisions qui promeuvent le développement; et l'élaboration d'un climat national propice à la participation aux programmes et projets de développement de tous les éléments du secteur privé, y compris jeunes et femmes.

Quant au troisième aspect, il est clair au vu des rapports sur les OMD que nous avons atteint, voire amplement dépassé, les objectifs et que, compte tenu des taux de croissance actuels, nous sommes en avance sur le calendrier fixé. Le Royaume a obtenu d'excellents résultats en ce qui concerne les OMD. Nos efforts ont été couronnés de succès dans plusieurs domaines, comme l'élimination de la pauvreté extrême, l'atténuation des souffrances causées par la faim, la garantie de l'éducation primaire pour tous les segments de la société et la participation assurée de tous, hommes et femmes, sur un pied d'égalité, à l'éducation, la santé et autres secteurs.

Quatrièmement, nous avons forgé des partenariats mondiaux pour le développement, système stable basé sur les huitième et neuvième plans. Ce système s'appuie sur les principes de la coopération et de la complémentarité régionales et internationales, et permettra de promouvoir le développement

économique et social et de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous apportons autant d'assistance que possible aux personnes dans le besoin à travers le monde, conformément à nos valeurs et à notre héritage humanitaires. En outre, le Royaume d'Arabie saoudite compte parmi les principaux donateurs et contributeurs à l'assistance au développement international, ce qui est un élément clef de nos politiques étrangère et de développement.

Entre 1973 et 2009, l'assistance apportée par l'Arabie saoudite aux pays en développement s'est élevée au total à environ 99 milliards de dollars, répartis entre plus de 95 pays en Afrique, en Asie et dans d'autres régions du monde. De ce fait, la part de notre produit national brut allouée à l'aide publique au développement atteint 1,5 %, bien au-delà du taux de 0,7 % fixé par les Nations Unies, et mon pays est donc l'un des donateurs les plus actifs dans ce domaine. Cette aide inclut des prêts à conditions préférentielles, des dons, des fonds de secours d'urgence, et des remises de dettes en faveur de certains pays en développement, pour plus de 6 milliards de dollars.

Globalement, nous pouvons affirmer avec certitude que notre stratégie pour les OMD a mis en lumière une vision de développement durable et complet, laquelle a été mise en pratique dans des programmes et des politiques de développement. Cela a permis à notre pays d'atteindre la majorité des OMD avant l'échéance de 2015, tout en renforçant notre partenariat international pour le développement.

*La séance est levée à 13 h 30.*